LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1702

du 4 avril au 10 avril 2013

« L'oppresseur ne se rend pas compte du mal qu'implique l'oppression tant que l'opprimé l'accepte. »

Henry David Thoreau.

Toujours pas socialiste mais encore président

- L'amiante en panne de justice

page 3

- Bigots et carrés Hermès

page 5

- Prostitution : barbarie ordinaire

page 20

M 02137 - 1702 - F: 2,50 €

L'EUROPE DU KAPITAL

PAGE 11

Sommaire

jhano
jhano

Actualité

Drôle de justice, par J.-M. Destruhaut, *page 3*
La droite dans l'gaz, par E. Vanhecke, *page 5*
La météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*
Néo-socialisme, par J. *page 7*
La Chronique néphrétique de Rodkol, *page 8*
Des nouvelles des PSA, par S. Larios, *page 9*
Cochon de Maurice, par Justhom, *page 10*

International

L'Europe démasquée, par J. Bedeau, *page 11*
Nouvelles des anarchistes espagnols, *page 14*

Expressions

La boisson qui tue, par N. Potkine, *page 15*
Une Histoire de France pour les nuls, par P. Schindler, *page 16*
Le cinéma par M. Topé, *page 17*
Michel Foucault instrumentalisé, par Pavillon noir, *page 18*
Manuel d'anthropologie, par M. Silberstein, *page 19*

Mouvement

La prostitution selon Y. Guignat, *page 20*
La prostitution selon Solange, *page 21*
La vie du mouvement et la Radio, *page 22*
L'agenda libertaire, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga,
Nemo, Schoëvaërt

Bulletin d'abonnement

Tarifs — **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^os^ hebdos, 1 n° hors série, les gratuits	○	25 €
6 mois, 18 n^os^ hebdos, 2/3 n^os^ hors série, les gratuits	○	50 €
1 an, 35 n^os^ hebdos, 5/6 n^os^ hors série, les gratuits	○	75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires — c/o Maison des passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon

Nom ____________________ Prénom ____________________

Adresse ____

Code postal ____________________ Ville ____________________

Abonnement de soutien

1 an ○ **95** €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

UN PRÉSIDENT PLACIDE, désabusé, passait sans trop y croire à la télé ce 28 mars. On en a tous été relativement saturés par les médias, fidèles à eux-mêmes et bien plus encore à leurs financeurs. On ne vous infligera donc pas tous les méandres de la laborieuse démonstration du président pour n'en retenir que quelques éléments saillants. Un « oubli » de taille tout d'abord, le passage sous silence des promesses électorales concernant la « *renégociation du Traité européen* » pour « *l'emploi et la croissance* » et puis la curieuse discrétion à propos des fermetures d'usines à répétition, autant de démentis à ses imprudents engagements. Ensuite, des décisions – souvent déjà prises avant son discours – bien faites pour choquer les personnes éprises de justice sociale : 20 milliards de crédits d'impôts offerts sans contrepartie aux entreprises (qui finiront en placements boursiers comme d'hab), apologie de l'accord de flexisécurité, l'exécrable ANI, présenté comme une avancée sociale alors qu'il va surtout permettre aux employeurs de baisser les salaires, d'augmenter le temps de travail et de réduire les délais de recours aux prud'hommes, poursuite de la casse du service public et pour finir retraites revues à la baisse et durée des cotisations à nouveau allongée (pan dans les emplois pour les jeunes et dans le pouvoir d'achat des autres !). Face à ce serrage de ceinture populaire, on a évidemment eu droit à l'irréaliste promesse « *d'inverser la courbe du chômage fin 2013* » et aux titatas et saupoudrages pas chers, habituels dans ce genre de prestation, comme le gentil conte de la « *boîte à outils* », le « *choc de simplification* » pour les petits chefs d'entreprise qui savent pas lire (les gros se payent de chouettes avocats, merci) et une formation professionnelle (payante, on le craint) en deux mois au lieu de quinze. Va falloir réveiller au clairon les dirlos des agences Pôle emploi. On retiendra de ce filandreux fatras les tares récurrentes à la doxa capitaliste de la droite comme de la gauche sociale-traître : mettre tous les problèmes sur le dos de la Crise, cette crise suscitée et amplifiée par les erreurs et la voracité des financiers qu'elles soutiennent, feindre de croire au mirage – qui recule quand on avance – d'une onirique croissance définitivement irréalisable dans un climat de concurrence mondialisée et de diminution du pouvoir d'achat, se soumettre servilement aux diktats d'austérité de l'Europe des riches, bref croire dur comme fer à la main invisible du marché.

Amiante et justice

Prends ton chèque et tais-toi !

Jean-Marc Destruhaut

Groupe Albert-Camus
de la Fédération anarchiste

10 LBS
WEIGHT
PECORA ASBESTOS FURNACE CEMENT
PECORA PAINT COMPANY, PHILADELPHIA, PA.

DANS LE CADRE DES AFFAIRES en cours de la justice économique et financière, la mise en examen de Sarkozy se révèle truculente, à entendre l'ancien président de la République se réclamer de la séparation des pouvoirs alors qu'il avait renforcé la subordination des procureurs au pouvoir exécutif et tenté d'obtenir la suppression des juges d'instruction. Plus truculent encore, c'est qu'à écouter l'intéressé et ses grandes gueules supportrices, il faudrait pratiquement le faire bénéficier d'un Code de procédure pénale différent de celui applicable à l'ensemble de la population.

Une instruction judiciaire d'affaire politico-financière de ce calibre s'expose à mille embûches pour au pire l'avorter, au mieux la ralentir. Ces obstacles sont à la fois des interventions de procureurs liés au pouvoir exécutif, comme on l'a vu avec le fameux procureur Courroye dans l'affaire Woerth-Bettencourt, mais aussi des pressions et des intimidations – directes ou encouragées – exercées sur des juges pourtant statutairement indépendants. Si bien que, s'il devait tomber des têtes à l'issue judiciaire de cette énième affaire entre crapules, il y de grandes chances pour qu'elles soient celles de seconds couteaux.

À bien observer ici, il s'agit simplement d'une vieille dame riche et sourde, assise sur 23 milliards d'euros, soit 2 millions d'années de Smic, attisant la convoitise de sa prodigalité dans la grande tradition des liens de la bourgeoisie avec la classe politique à son service. Et puis, à ce jeu du « plus vertueux » des politiciens, la gauche au pouvoir, qui a su renouveler une partie des procureurs, n'aura pas échappé à la mise à la trappe de son ministre Cahuzac par le zélé Molins, procureur en activité et fidèle de Sarkozy.

Toujours est-il que le feuilleton Sarkozy-Bettencourt mobilise beaucoup les professionnels de l'information jusqu'au prochain sujet venu. Sans doute pour mieux éviter de parler d'autres préjudices dont l'ampleur sanitaire tient du vrai scandale, ces dommages commis par l'industrie et le bâtiment avec la complicité de l'État pour escamoter leurs responsabilités. Car l'éventuel abus de faiblesse de la vieille dame évoquée plus haut relève d'un pipi de chat à côté des saloperies causées par le capitalisme. Et si jamais Bettencourt s'était poudré le nez une fois dans son existence, ce ne serait en aucun cas avec de la silice ou de l'amiante, matières avec lesquelles sa condition lui a évité de travailler pour vivre. Le scandale de l'amiante en France et de son dédain judiciaire ne font hélas pas la une des journaux.

Les risques sanitaires graves de l'exploitation de l'amiante avaient été rendus publics par un médecin anglais dès la fin du XIXe siècle puis par un médecin français en 1906, et pourtant, il a été fait usage de l'amiante jusqu'à son interdiction en 1997 ! Aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes y sont exposées dans leur habitat ou dans leur travail. On enregistre chaque année plus de 5 000 asbestoses, mésothéliomes et autres cancers reconnus comme maladies professionnelles liées à l'amiante et 3 000 décès dus à l'amiante. L'amiante est la deuxième cause de maladies professionnelles et la première en terme de coûts.

En juillet 2012, dans une lettre magnifique adressée à la ministre Duflot, Annie Thébaud-Mony, sociologue militant contre les risques professionnels, expliquait son refus d'être élevée au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur. Elle rappelait le sort précaire fait aux équipes de chercheurs dont elle fait partie et alors que les risques professionnels s'aggravent. Elle dénonçait l'absence de véritable politique de prévention ainsi que la bienveillance de l'État dans l'impunité des responsables et ce, malgré une prise de conscience établie (à laquelle elle avait contribué) de l'étendue du désastre de l'amiante. Elle terminait sa lettre par un appel à légiférer urgemment pour garantir des logements sains et pour que la justice puisse condamner les auteurs des crimes industriels à la hauteur de leurs conséquences.

À l’évidence, elle n’a pas été entendue. Il a bien été mis en place un fonds d’indemnisation pour les victimes il y a quelques années, mais les gouvernements se suivent et tout est fait pour protéger l’État comme les industriels des recours à la justice pénale. Dernière preuve en est avec la décision de Taubira, garde des Sceaux, de décharger la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy de ses fonctions au pôle santé du Tribunal de grande instance de Paris, où elle instruisait les dossiers de l’amiante.

Le prétexte de cette décision est fameux : la loi disposant que les magistrats spécialisés sont déchargés automatiquement de leurs fonctions spécialisées à l’échéance des dix ans ; la juge ayant été nommée vice-présidente chargée de l’instruction au Tribunal de grande instance de Paris en 2003 ; la juge entre donc dans les critères d’application de la loi. Officiellement, la garde des Sceaux se réfugie derrière son recueil d’avis du Conseil supérieur de la magistrature qui lui-même s’appuie sur l’automatisme de la loi. Un automatisme qui fonctionne bien (une fois n’est pas coutume) et qui tombe fort à propos pour freiner sérieusement les dossiers de l’amiante instruits depuis des années !

En parallèle, le 28 février, la chambre de l’instruction de la cour d’appel de Paris examinait à huis clos (!) la demande d’annulation de mise en examen d’une dizaine de hauts fonctionnaires et industriels, ainsi que l’ex-ministre Aubry. La main invisible du lobby de l’amiante maintient bel et bien le bandeau sur les yeux de la justice.

Certes, l’idéal de justice et l’idéal de liberté sont des facteurs constitutifs historiques de la démocratie, avec comme phare la justice qui aurait la vertu d’attribuer une valeur à chaque élément de l’existence et de l’activité humaine et donc, son exercice s’appuyant sur l’ensemble de règles de droit dans le cadre de l’organisation judiciaire civile et pénale, prétendrait apporter réparation aux préjudices subis. Mais, si le droit s’impose à toutes et tous, hier par l’arbitraire du prince et aujourd’hui dans l’assentiment démocratique, il est fixé par des parlements et gouvernements dont le but premier est de garantir un ordre établi sur la propriété privée capitaliste. Dans toutes les démocraties, la justice est malmenée puisque les classes dirigeantes font en sorte d’organiser la justice en leurs faveurs.

Quant aux victimes de l’amiante, elles se contenteront d’une indemnité au titre de leur maladie et attendront encore longtemps qu’un jour leurs empoisonneurs soient mis en cause pour leurs crimes. Sans plus de révolte et de mobilisation généralisée sur ses sujets de santé publique, l’espoir en la justice n’est qu’un berceau d’illusions.

Et puis, la prison, c’est fait pour les pauvres !

J.-M. D.

Soutenez-nous !

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous.

La librairie du Monde libertaire, c’est :

– un espace militant accessible 38 heures par semaine, 50 semaines par an…
– des livres, encore des livres, et puis des revues, et des DVD, des CD…
– des débats, des films, des expos, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier…
– un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste…
– des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance…

Ce porte-voix du mouvement d’émancipation, nous devons aujourd’hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades… bref, l’argent manque.

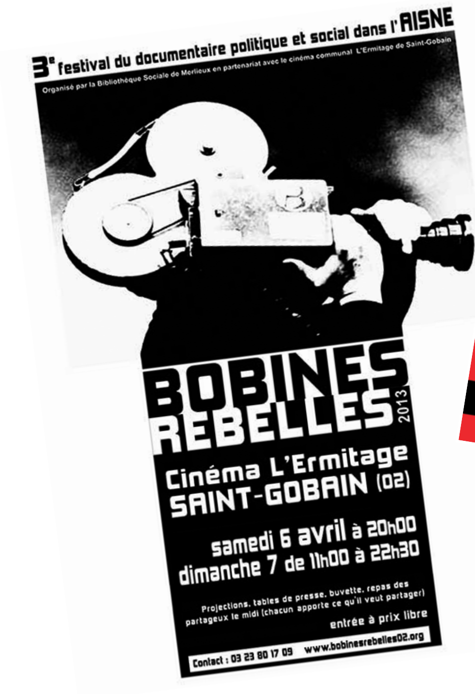
L’argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l’offensive du capital et de la banque contre les peuples, important face à la montée du racisme et du nationalisme, important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

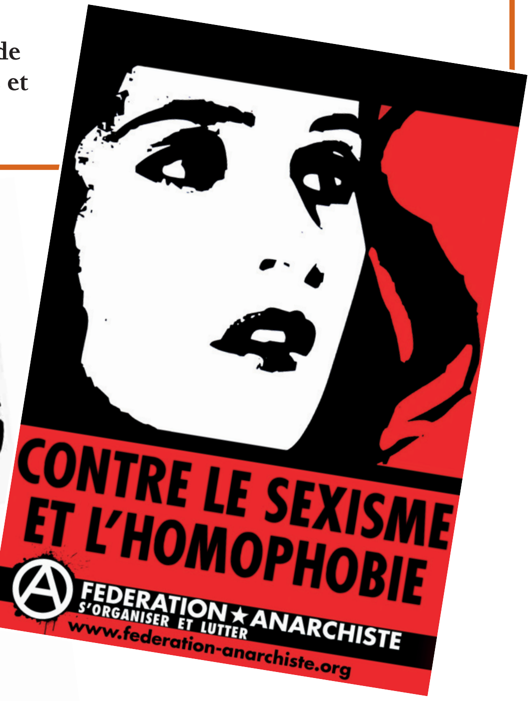
Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

– par voie postale, en nous adressant un chèque à l’ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris)
– en espèce ou carte bleue directement à la librairie
– sur notre site librairie-publico. com, en achetant, autant de fois qu’il vous plaira, l’article « Participation supplémentaire au port ».

Le mouvement libertaire a besoin de sa librairie, nous avons besoin de votre aide pour la faire vivre ! Ami.e.s, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.


3e festival du documentaire politique et social dans l'AISNE
Organisé par la Bibliothèque Sociale de Merlieux en partenariat avec le cinéma communal L'Ermitage de Saint-Gobain
BOBINES REBELLES 2013
Cinéma L'Ermitage
SAINT-GOBAIN (02)
samedi 6 avril à 20h00
dimanche 7 de 11h00 à 22h30
Projections, tables de presse, buvette, repas des partageux le midi (chacun apporte ce qu'il veut partager)
entrée à prix libre
Contact : 03 23 80 17 09
www.bobinesrebelles02.org

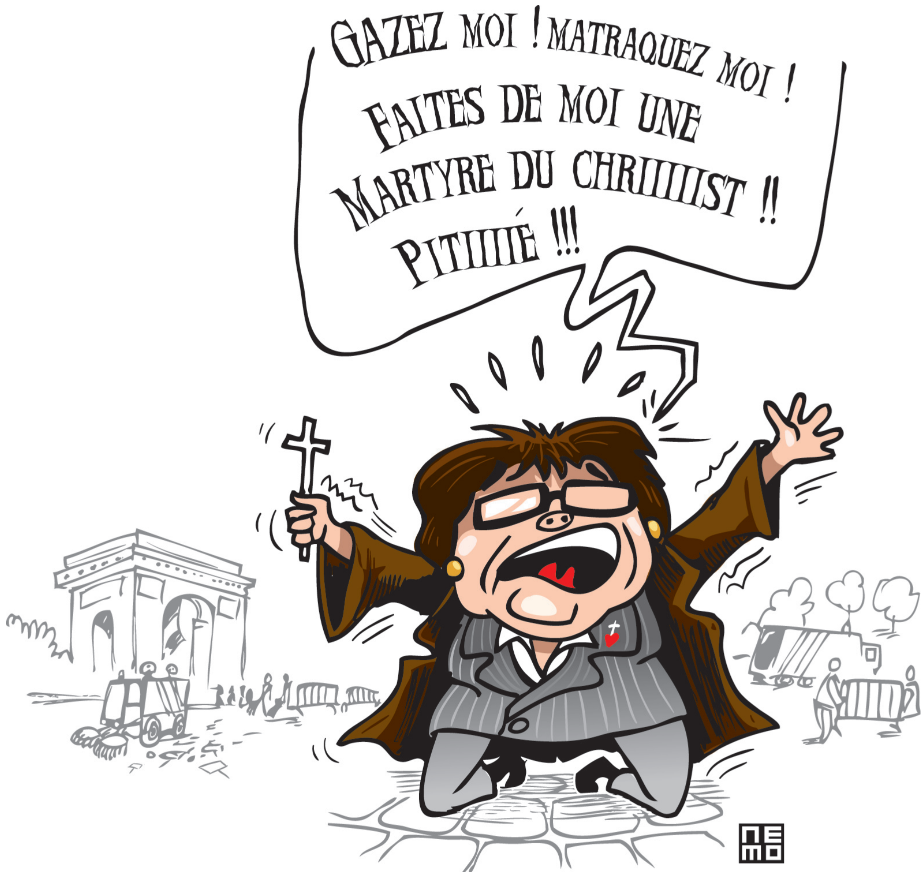

CONTRE LE SEXISME ET L'HOMOPHOBIE
FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER
www.federation-anarchiste.org

Après la manif pour tous

La gazeuse pour tous

Aujourd'hui j'ai peur. J'ai peur de déraper. La vision dimanche dernier des CRS en train de vider des gazeuses de lacrymo sur les manifestants contre le mariage homo me les a presque rendus sympathiques. Guilleret. Tout juste si je vais pas aller leur porter des croissants au petit-déjeuner. Un comble ! Car enfin on a eu beau gloser sur ces individus, serviteurs zélés du maintien de l'ordre, toujours prêts à cogner, à matraquer, à s'acharner même, les voilà, beaux comme un matin de Noël, les cuirs astiqués et le casque luisant, venus faire, avec toutes les précautions d'usage de celui assis derrière un bureau, le boulot à notre place. Vous en rêviez : Valls l'a fait…

Tous les militants un tant soit peu aguerris le savent, l'avenue des Champs-Élysées à Paris est rigoureusement interdite aux manifestations politiques ou syndicales de droite comme de gauche, pour faire simple. Celle du dimanche 24 mars n'échappait donc pas à la règle, proximité du Palais de l'Élysée oblige. Les organisateurs le savaient, même s'ils n'ont pas la culture des manifs et n'avaient donc aucune excuse sauf, et si c'en est une, une manière de se faire naïvement piéger par une savante provocation, parfaitement orchestrée et préméditée. Cela n'a rien d'incongru et est tout à fait vraisemblable. Car enfin rien d'étonnant dans ce genre de rassemblement, anti-homos, versaillais, réactionnaire, catholique traditionaliste, d'y retrouver une belle jeunesse saine, l'haleine fraîche et virile du calibre Bloc identitaire, Jeunesses nationalistes, Renouveau français, toujours prête à «casser du pédé» comme ils disent. Tout ce qu'on aime… Leur technique du débordement, de l'entrisme, de l'amalgame et de la manipulation est largement rodée et foutrement efficace, et les libéralités, la condescendance, l'aveuglement stupide et irresponsable des organisateurs ont largement facilité la tâche de ces petits anges qui ne comprennent que les aboiements, les beuglements et ne restent fascinés que par la force, l'autorité, la bière, les nuques rasées et les rangers.


GAZEZ MOI ! MATRAQUEZ MOI !
FAITES DE MOI UNE MARTYRE DU CHRIIIIIST !!
PITIIIIÉ !!!
NEMO

Ce qui fait, malheureusement, l'intérêt de ce qui ne reste qu'une anecdote, qu'un accident de parcours, c'est la manière dont ont été traités ces incidents. Les parents, on ne va pas les plaindre, accompagnés de leurs enfants qui se sont retrouvés dans ces bagarres étaient sans doute assez peu habitués à ce genre de violence, contrairement à ceux qui n'ont eu aucun scrupule à les y entraîner. Le traitement par les médias va bien durer trois ou quatre jours, bien au-delà du temps raisonnablement habituel que les médias les plus en vue consacrent à ce genre d'événement ; sans doute la présence éclairante et éclairée de Christine Boutin sur les lieux, étalée par terre, avachie et apoplectique, à deux doigts de la mort et dont la photo va faire le tour du monde. Enfin du monde, pas tout à fait quand même.Nous sommes rassurés car elle va bien et gageons qu'elle a gardé sa capacité de nuisance intacte. M'enfin, ils ont leurs martyrs et maintenant qu'ils nous foutent la paix. «*On a gazé des enfants !*» se sont d'ailleurs finement scandalisés les organisateurs. Parfaite maîtrise du langage car on devine ce qu'on peut bien mettre derrière ce genre de propos.

Tout à l'heure, j'avais un peu peur mais maintenant ça va mieux. Nos CRS ne sont pas de droite, ni encore moins de gauche. Finalement ça m'arrange. On va sans doute les revoir chez nous dans pas longtemps. Quand les syndicalistes assez mécontents de la casse sociale s'en prennent à qui de droit, ils n'amènent pas leurs gosses et les affrontements souvent violents ne font jamais l'ouverture des journaux, ni même la fermeture. Les évacuations de squats, de campements illégaux, les dispersions parfois un peu besogneuses, les queues de manifs ou les ratonnades ne font jamais l'objet du traitement inouï de celui de ces derniers jours. Et ces chiens enragés n'y vont pas toujours à l'aérosol, finalement assez bénin, mais à la grenade lacrymogène, bien souvent à tirs tendus, au canon à eau, au flash-ball, au taser et j'en passe. Eh oui, tout pour nous et rien, ou pas grand-chose, pour eux. Ça change un peu.

Émile Vanhecke

Brèves de combat

Répression policière au Brésil

La police a encerclé l'ancien immeuble du musée de l'Indien rebaptisé par les Indiens « village de Maracanã », situé près du stade qui accueillera la Coupe du monde de 2014. Depuis six ans, l'occupation de l'immeuble par diverses ethnies indiennes et leurs familles avait pour objectif de construire un centre de référence de la culture indigène contrôlé par les indigènes eux-mêmes, de préparer la création d'une université populaire indigène et d'installer un lieu d'habitation pour les Indiens de passage. L'encerclement policier s'est soldé par l'invasion du village de Maracanã au cours d'une violente répression des Indiens et de leurs soutiens présents, et de plusieurs arrestations.

Cacophonie homophobe

Les anti-droits pour tous défilaient à Paris sous de drôles de slogans. « *La priorité, c'est Aulnay, ce n'est pas le mariage gay* », osaient scander les militants UMP alors qu'ils passent leur temps injurier la CGT et la lutte des ouvriers. Une association appelait à un « printemps français », inspiré des printemps arabes ! Les chrétiens démocrates de Christine Boutin (cette dernière s'est d'ailleurs fait gazer) reprenaient le slogan du *Front de gauche : « On ne lâche rien ! »* Copé et Guaino ont tenté de transformer le rassemblement en meeting de l'UMP. Enfin, les écrans géants qui jalonnaient le parcours avec ce message « *N'essayez pas de déborder, c'est inutile, périlleux et illégal* » n'ont pas empêché

▷▷▷

Météo syndicale

Ah, ça pour un printemps qui ne se déclare pas, le moins qu'on puisse dire c'est que ça craque de partout ! Ben, on commencera par les débats (*sic ?*) autour de l'intervention télévisée du chef de l'État… Comme l'a déclaré le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly : « … *c'est un discours bien compliqué qui défend un choc de ''simplification''. Il n'y a rien de bien nouveau, pas d'annonces réelles. Le problème ce n'est pas de savoir s'il faut prolonger l'austérité, c'est comment on s'en sort. Or avec le pacte budgétaire européen, on est toujours dans la politique de l'austérité, y compris au niveau de la France.* »

Ah, c'est que le représentant de la social-démocratie élu aux rênes de la France doit assurer et répondre à celles et ceux qui espèrent qu'il va appuyer sur l'accélérateur au sujet dont on cause, c'est à dire la flexibilité salariale ! En première, en tête de liste, la sémillante Laurence Parisot, grande timonière, alors, du syndicat patronal qui espérait que son « partenaire social » allait répondre à ses vœux !

Mais voilà… double patatras, le président n'en cause pas plus que ça… et la dame n'est pas réélue aux manettes ! On a lu dans les gazettes que d'aucuns dans son camp lui reprochaient de prendre le pouvoir socialiste pour un allié du Medef… Et pourtant n'a-t-elle pas raison ? On en causera plus abondamment quand on saura des détails sur les conflits qui ont mis Parisot au chômage.

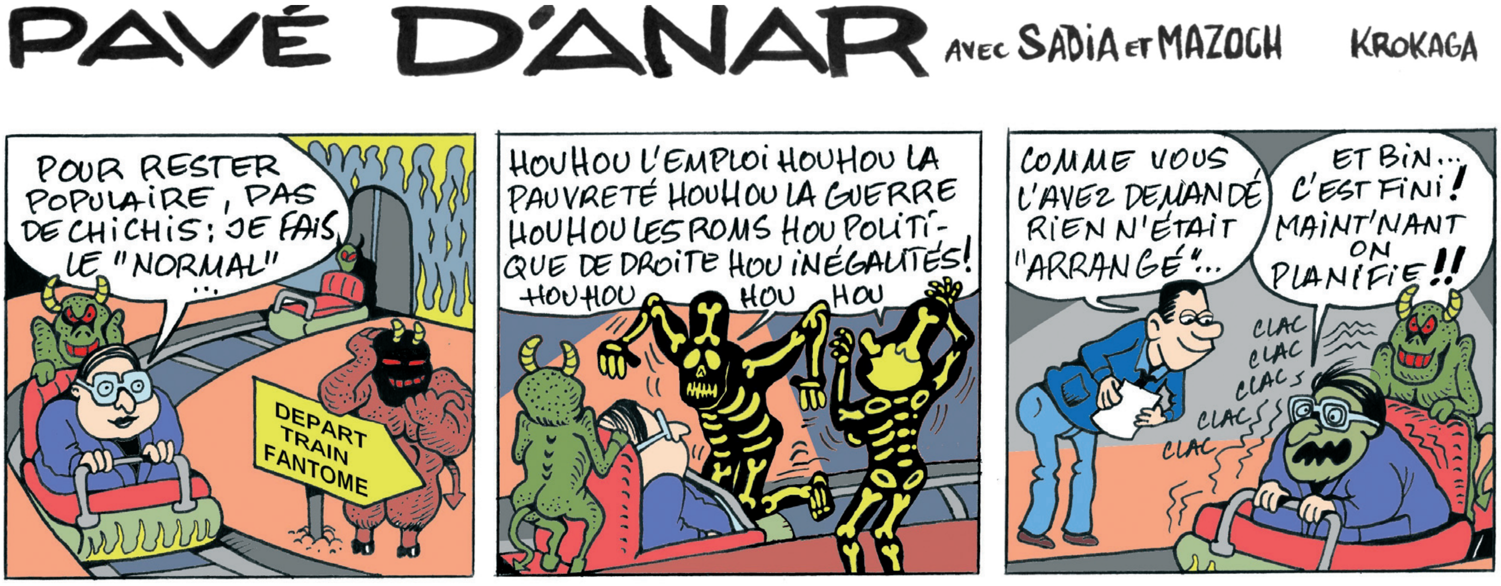
Divergences au sein du patronat, ça peut nous faire, un instant seulement, oublier celles du mouvement syndical français. La brève occupation du siège du Medef par des camarades de PSA aura fini au commissariat. Affaires à suivre.

De toute façon, Parisot ou X voire Y à la tête du Medef, il y aura toujours au gouvernement des oreilles attentives aux désirs du patronat.

En guise de conclusion, les problèmes « intersyndicaux » perdurent, ainsi, la semaine dernière Force ouvrière a déclaré : « *Les résultats de la représentativité dans le privé confirment nettement la troisième place de Force ouvrière avec 15,94 % en bruts et 18,23 % en poids relatifs.* »

On ne s'immiscera pas dans les problèmes entre confédérations représentatives, mais enfin la liaison « contre-nature » CFDT-CGT prendra-t-elle fin ? Ça pourrait toujours nous faire attendre la venue du printemps en attendant mieux.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste


PAVÉ D'ANAR
AVEC SADIA ET MAZOCH
KROKAGA
POUR RESTER POPULAIRE, PAS DE CHICHIS : JE FAIS LE "NORMAL"…
DEPART TRAIN FANTOME
HOUHOU L'EMPLOI HOUHOU LA PAUVRETÉ HOUHOU LA GUERRE HOUHOU LES ROMS HOU POLITIQUE DE DROITE HOU INÉGALITÉS!
HOUHOU
HOU
HOU
COMME VOUS L'AVEZ DEMANDÉ RIEN N'ÉTAIT "ARRANGÉ"…
ET BIN… C'EST FINI ! MAINT'NANT ON PLANIFIE !!
CLAC
CLAC
CLAC
CLAC
CLAC

Le socialisme, c'est pas si mal

Avec mon épouse Marie-Cunégonde, nous avons regardé la prestation télévisuelle du ci-devant socialiste Hollande hier, sur notre nouvel écran plat home-cinema.

Nous fûmes bien rassurés : comme je l'ai fait remarquer ce matin au squash à mes associés, le président a montré qu'il n'était ni social, ni mou, mais bien droit dans ses bottes de chef de la rigueur. Compréhensif avec nous, les créateurs de richesses et d'emplois, les winners.

Sur les retraites ? Les manifs où se pavanait le PS contre la droite sont bien loin : Hollande annonce des durées de cotisations encore plus longues que celles dont rêvait Nicolas. Avec l'annonce d'options telles que l'élévation des cotisations et la baisse des pensions, qui plus est. Bientôt le problème des petits vieux sera réglé : ils seront morts avant même de toucher la retraite. Cela leur épargnera de longues années d'ennui, ce qui n'est pas plus mal. Si on peut les valoriser au travail jusqu'au bout, ils se sentiront utiles à la société jusqu'à leur dernier souffle.

Hollande s'est félicité de l'accord de flexisécurité. Le PS n'est pas si mal finalement : Hollande dit lui-même que ses priorités ce sont les entrepreneurs, et j'ai récemment entendu Montebourg déclarer qu'ils étaient la prunelle de ses yeux… Nos « partenaires sociaux » aussi ; à la CFDT, à la CGC et à la CFTC, y'a quand même des gens intelligents et compréhensifs. Au Medef, la CGT nous fait marrer avec ses jérémiades sur le fait que ces syndicats soient minoritaires, elle se plaint de cet accord alors que c'est elle a signé les accords de représentativité… comme je disais récemment à Lepaon, faut savoir être fair-play mon cher Thierry !

Taxe à 75 % sur les salaires de plus d'un million d'euros ? Je m'en fichais un peu déjà, vu que ce sont surtout mes dividendes qui rapportent. Mais avec Hollande, on n'aura même plus besoin de faire croire qu'on va déménager en Belgique : il l'a dit, on ne sera pas touchés : on fera juste passer la taxe sur le compte de l'entreprise. Faudra juste rogner un peu plus sur le salaire des ouvriers, mais ça ira : ils ont l'habitude de sucer des pâtes de chez Lidl, ils savent qu'il faut faire des efforts pour l'entreprise et le bien de la nation, depuis le temps qu'on leur répète…

Quant aux dépenses publiques, ça va continuer de baisser. Tant mieux, c'est un bon signe pour le marché, moi qui craignais pour mes actions… Et puis, les fonctionnaires, même si on en a de moins en moins, c'est toujours de trop ! De quoi se plaignent les pauvres avec la dégradation des services publics ? Leurs mômes pourront socialiser davantage avec 35 camarades de classe, ils pourront tisser plus de liens d'amitié en se retrouvant à dix dans des chambres d'hôpital… S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à souscrire à une mutuelle, comme tout le monde. De nos jours, ne pas souscrire à une mutuelle, quelle inconscience !

Hollande annonce quand même qu'un budget public sera épargné, celui de la Défense, qui serait au moins maintenu jusqu'en 2019. Comme je le disais l'autre jour à Le Drian, c'est vrai que mes missiles et mes avions sont les meilleurs au monde. Un peu chers c'est vrai, mais faut ce qu'y faut, la qualité c'est important. C'est qu'il faut bien protéger nos colonies, contre ces filous d'Amerloques et ces rusés de Chinois ! Hollande annonce même que l'armement nucléaire doit être « modernisé ». Pas de problème, je vais mettre mes ingénieurs sur le coup.

Autre chose que j'ai trouvé positif, c'est l'annonce de mesures allégeant la fiscalité sur les cessions et les transmissions d'entreprises. Enfin un homme qui a compris que le pognon aujourd'hui, ça ne se trouve plus dans l'industrie (bon, à part celle de l'armement), mais sur les marchés financiers… J'achète, je licencie, je revends, j'achète, je licencie, je revends… Hollande a pigé que le capitalisme productif c'est mort depuis les années 1970, et qu'il ne faut pas décourager les courageux investisseurs. Les plans sociaux sont un mal nécessaire. Sinon comment produirait-on encore de la valeur pour le pays ?

Quant au non-cumul des mandats, la bonne blague ! Ce ne sera pas pour les municipales, mais après la fin du mandat de Hollande, autant dire pour jamais. Un ami chez qui on est allé dîner dimanche dernier, qui est maire et député PS, m'avait bien dit qu'il n'y croyait pas. C'est pas pour demain qu'il devra retourner enseigner devant des jeunes racailles, m'a-t-il confié avec un soulagement compréhensible.

Hollande prévoit aussi une loi sur la laïcité dans les entreprises. Bien, ça. Tenez, vendredi dernier, alors que je passais dans mon bureau pour toucher deux mots à mon DRH, je tombe sur une femme de ménage qui portait une burqa. Elle était en train de jeter à la poubelle un cubain à 300 euros à peine commencé en vidant le cendrier ! Je lui ai bien fait remarquer que je ne voulais pas d'une femme voilée dans mon entreprise. Non je ne suis pas raciste, lui ai-je dit, je suis laïque. Oui, c'est bien le pape qui est accroché au mur, mais j'ai bien le droit d'être catholique non, je suis chez moi dans mes bureaux quand même ? Comment ça moi aussi je prie dans la rue ? Oui, mais c'est contre les homos et l'avortement, et les institutions nous protègent, nous. Rien à voir avec le fait de prier les fesses en l'air, et d'empêcher les femmes d'être séduisantes !

Bref, comme je suis de droite mais d'esprit ouvert, j'ai toujours dit que Hollande ne serait pas un mauvais président. Au Medef les copains auraient préféré Nicolas, mais moi je dis que c'est pas plus mal comme ça. Hollande est tout aussi compréhensif que Nicolas au point de vue économique et social. Il reste ferme sur l'immigration et se débrouille encore mieux pour dégager les Roms, ce qui nous fait de la main-d'œuvre souple et conciliante, pas comme ces fainéants de cégétistes. Mais surtout, avec lui au pouvoir on a la paix sociale. Pfffuit, finies les manifs, les occupations ou les menaces de sabotage dans nos entreprises ! Quand on a encore un problème avec une bande d'excités, on appelle les confédérations et les ministres, et c'est plié dans les deux jours, à l'amiable ou à la méthode ferme. Vu que les centrales syndicales sont encartées dans le même camp que le gouvernement, on respire enfin un peu ; c'est bien agréable je vous assure.

Le « changement », quelle idée ! La crise ? Moi je dis que tout va pour le mieux. Certes, moi et mon pote Xavier on s'inquiète quand même un peu de ces zigomards anarcho-machin-chose dans le bocage nantais. Faut bien des aéroports, sinon à qui je vendrais mes avions ? Heureusement, Jean-Marc et Valls ont remis un peu d'ordre ; on espère bien que la commission de conciliation les aura un peu divisés.

En 2017, je voterai socialiste !

J.

Groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste plusieurs dizaines de manifestants (dont beaucoup de fachos) de vouloir investir les Champs-Élysées. Ils ont été repoussés par les CRS à coups de lacrymos. Bilan tragique des échauffourées : une gourmette en argent cassée, trois foulards Hermès froissés et un serre-tête bleu roi usagé tombé à terre… Comme c'est beau une « vraie droite » qui se bat !

Cameron mieux que Valls ?

Le Premier ministre britannique prend un nouveau virage dans la politique d'immigration du pays en mettant en place des restrictions aux droits des immigrés en matière d'aide au logement, d'indemnité chômage et d'accès au système de santé. Bientôt l'Occident rabougri et consanguin ?

Enfin !

Le Sénat a abrogé le délit de racolage passif, un délit institué par la loi sur la sécurité intérieure du 19 mars 2003, qui a eu pour objet le harcèlement par la police de nombre de prostituées sans régler pour autant aucun des problèmes liés au proxénétisme

Le Monde libertaire

Chronique néphrétique

95 % d'énergie et de matière noires dans l'univers… Au boulot !

« REPOSONS LA QUESTION de la finalité, du pourquoi, de quelle société voulons-nous précisément. […] *Définir ce que nous voulons, ce n'est pas écrire un catalogue de la société future utopique à la virgule près, mais dessiner les modalités les plus précises possible de l'anarchie (et non plus seulement de ce que nous ne voulons pas). Par exemple : économie monétaire ou pas ? Et quelle monnaie ? La société idéale sera-t-elle une extension des SEL ou des Amaps ?* » (Philippe Pelletier, *Le Monde libertaire* n° 1699).

Oui ! Reposons cette question. Reposons-nous là régulièrement, plutôt que de nous reposer sur des certitudes. Je ne sais pas s'il y aura une société idéale. Améliorable certainement, à construire sur d'autres bases, je le pense. Encore faut-il préciser les bases. Ce travail se fera en dialoguant avec tous ceux dont les travaux, les recherches, les articles ou les prises de position alimentent, précisent, ou contredisent, la « définition de ce que nous voulons ». Je ne parle pas ici d'une quelconque motion, d'un article ou d'un communiqué polémique. Ni d'une « simple » discussion entre anarchistes et libertaires. Je parle d'une réflexion collective, publique. Ardue, aux résultats hypothétiques… Mais c'est aussi cet effort intellectuel qui travaille une société.

C'est un lieu commun que de dire que les solutions ne sont pas à la hauteur des enjeux. La « médiocrité du personnel politique », « l'accumulation des problèmes », les « réactions en chaîne dues à la crise », aussi « leur nouveauté ». Ce qui est surprenant, c'est que l'incapacité, l'inaptitude à résoudre quoi que ce soit semble être partagé tant par les défenseurs que par les contestataires du système. Vieilles recettes contre vieilles recettes. « Faudrait trouver d'autres moyens pour mobiliser », « Inventons un nouveau militantisme », entend-on depuis… depuis… Mais j'ai toujours entendu cela ! Et ce que disaient des militants de tous bords au gamin que j'étais reflétait leur prise de conscience : nous entrions dans une autre période, définie en partie par le rejet du modèle stalinien. Nous n'en sommes pas sortis. Parce que « ce que nous voulons » n'a pas suffisamment pris forme, dans les esprits et dans les faits. Une apparence de *statu quo* qui tape sur le moral.

Les schémas, les idées, le vocabulaire ne semblent plus adéquats pour analyser le réel. Nous essayons de faire entrer les faits dans des concepts qui, pour certains d'entre eux, ne sont plus efficaces. Combien ? Lesquels ? Pour nous aider, il y a du monde qui a déjà bossé dessus ! (Ce qui ne signifie pas que cela influence directement la société. Lors d'un exposé, Bernard Friot rappelait : « *Un livre de sociologie, dans tout l'espace francophone, c'est… 500 exemplaires.* »)

Des phrases, des formules et des idées toutes faites, nous en avons notre part. Parfois nous radotons, nous répétons en boucle des incantations incompréhensibles aux autres. Ajoutant, contents de nous (?), un petit bruit parasite au vacarme ambiant. Deux grands sons de cloches (c'est de saison) : le « tout nouveau, tout beau » dans lequel nous baignons rend amnésique. Sans racine, on ne s'attache à rien. Sans espoir, on ne s'engage pour rien. Règne l'instabilité du présent, du jamais établi, du perpétuellement précarisé, ballotté à droite, à gauche par la recherche d'emploi, les modes, les nouvelles offres du marché. Humain-marchandise en mouvement parmi le flux de marchandises. Idéal fait d'illusions consommatrices. Manipulé, gavé d'informations et ignorant politique. Penser collectif ? Être citoyen ? Je fais comme je crois que tout le monde fait : moi d'abord !

Face à cela, en réaction : conservatismes, religions, traditions qui semblent n'être que vieilles solutions, datant d'époques si longues aux sociétés d'apparence immobiles. Une transmission lente, où le passé stable l'emporte sur le mouvement et la nouveauté. Et c'est bien ce qui rassure, ce qui stabilise, ce qui réconforte au milieu du torrent moderne. Communauté, règles communes, us et coutumes, mœurs, normes de vie, vestimentaires, soumission pour ne plus avoir à choisir… Sommes-nous sûrs que ce ressort ne soit pas commun à tous les groupes humains, même le nôtre ?

Humain de 2013, produit d'une histoire, héritier de mon espèce, je ne suis pas en dehors de ces influences. Elles me constituent aussi. Mais… j'allume la télé et découvre (après tout le monde) que 5 % seulement de l'univers fonctionnerait sur les principes physiques que l'humanité a mis des millénaires à établir. 95 % d'énergie et de matière noires, aux propriétés inconnues ! Vous imaginez la même chose pour les sociétés humaines ? Cela ouvre des possibilités… (À suivre.)

Rodkol
rodkol@netcourrier.com

Ça se passe comme ça chez PSA

Que la direction de PSA Aulnay joue le pourrissement, la calomnie, le lock-out, n'empêche nullement la poursuite de la guerre psychologique.

Silien Larios

Escarmouches dans la boîte occupée

Au contraire. Des exemples en veux-tu en voilà : immobiles, les gilets jaunes n'arrêtent pas de nous observer. Y compris quand on fait des méga-bouffes devant eux avec tables et chaises au milieu de l'atelier. La honte, ils connaissent pas. Je me demande comment ils raconteront à leurs enfants que des grévistes leur jettent des os pendant ces repas… Ils sont pas si méchants que ça, les grévistes. Pour preuve : des reliquats d'ordures de chefs remontés des égouts… revenus à l'usine pour rappeler en montrant leurs gueules les saloperies passées sont nourris idem.

NON
à la fermeture
de PSA Au
GENDARMERIE
On se battra comme des lions

AFP

Le vendredi soir les grévistes poussent l'amabilité jusqu'à partir à une heure du matin. Ça permet aux gilets jaunes de rater les derniers trains du week-end. Puisqu'ils aiment tant l'usine d'Aulnay, ses alentours, qu'ils en profitent. Les cadres de choc peuvent bien y rester aussi les samedis-dimanches.

L'échange d'amabilités est digne d'une guerre de tranchée. Un soir les gilets jaunes débranchent notre frigo. Ils ne cachent pas leur plaisir à notre retour le lendemain matin. Les grévistes leur ramènent le frigo, odeur de pourri compris. Ils passeront la journée avec ça sous leur nez… Les ordures nous ont en plus coupé l'électricité. Résultat les tuyauteries débordent et les odeurs remontent. C'est dans la suite des directives de PSA qui a déjà donné ordre aux sous-traitants de ne plus rien nettoyer. Pas besoin d'être clerc de notaire pour deviner les couplets que va servir madame la presse : si les poubelles ne sont pas vidées, c'est la faute des grévistes ! Les égouts qui sentent, ça vient de ces sagouins ! La meute de chiens ne manquera pas d'aboyer contre les ouvriers en lutte !

Au ferrage, ils sont pas mieux lotis. Pire même, ils savent pas travailler. Un jour toutes les pièces fabriquées par ces ingénieurs ont été cafutées[1]. Tout un bac constituant plus de cinq heures de boulot à la benne à ordures. Quand nous on en cafutait, c'était la crise de nerfs de la part des chefs. Tout juste, s'ils disaient pas que la boite allait couler à cause du non-respect de la qualité… En cas de débordement, sûr qu'on passe au 20 heures de TF1. C'est pour ça que la guerre de tranchée se poursuit au ferrage. Les chiens de garde de la direction tentent des escarmouches dans nos aires de présence à quelques mètres de la cafétéria. Ils viennent nous provoquer : montrant la joie qu'ils ont de nous avoir enlevé les tables et les chaises. Elle est de courte durée. Une incursion des grévistes dans l'aire des crapules récupère nos pertes… Après ça, chacun retrouve ses positions. Inutile de rappeler qu'en cas de bousculade de notre part c'est le procès garanti. Une éraflure minime : c'est les dommages et intérêts réclamés en plus…

Dans la continuité de ces événements, ont lieu les distributions des premiers chèques issus des collectes et des dons de soutien. *« Avec 800 euros pour quatre semaines de grève, ça nous habituera à la galère des bas salaires »*, disent plus d'un. Pour fêter ça, on organise un jeu de ballon devant les cadres de plus en plus humiliés. Plusieurs fois, ils sont à deux doigts de prendre la balle en pleine gueule. Ils bronchent pas. Comme à l'école, des sonneries marquant les reprises après chaque pause ponctuent le match.

Lundi 4 mars, Mercier finit par admettre la vérité si longtemps occultée : la direction a pas l'intention de redémarrer les chaînes ! Objectif de la semaine, faire des actions à l'extérieur pour allé chercher un vrai médiateur ! L'impasse de la politique de Lutte ouvrière est annoncée en public. Le médiateur est le dernier recours quand tout s'effondre.

Hardies tentatives au-dehors

Le 6 mars, la tentative de rentrer à la mairie de Paris échoue de justesse. À 45 secondes près, on rentrait. Deux jours plus tard., à une centaine on rentre ce coup-ci au siège de l'IUMM. À peine la porte franchie, un des leitmotive de la grève est entonné dans un des salons luxueux : *« On est des ouvriers pas des casseurs ! Les casseurs c'est les patrons ! »*

Une fois le reste des lieux visité, le constat se fait, amère et sarcastique : c'est là que passe partie du fric issu de notre exploitation ! C'est en cet endroit cinq étoiles qu'ils pondent les idées pour nous niquer la gueule en claironnant : *« Ce n'est pas d'actualité ! »* à chacune de nos ripostes ! La majesté des lieux ne nous empêche en aucun cas de préparer les casses-dalles pour midi. Au contraire… La gueule qu'il tire le costard-cravate, bras droit du saint proprio de l'endroit…

L'AG dans le salon feutré où ils décident les plans sociaux est épique… Les limites du mouvement éclatent de plus en plus. La boutade de Mercier *« On marque des points… ça me fait chaud au cœur »* fait sortir cette réplique électrique : *« Avec tous les points qu'on marque à chaque fois… on devrait avoir gagné depuis longtemps ! »* Après cette tirade, d'autres sortent : *« Si on occupe pas l'IUMM ! Y a-t-il d'autres endroits plus stratégiques pour gagner et avoir le médiateur ? »* La réponse négative du feld maréchal scelle définitivement la boucle bouclée.

Une fois la réunion terminée, c'est plus qu'épique le mot à employer pour décrire l'ambiance quand nous quittons les lieux : une haie d'honneur de CRS SS est là. Ils ont profité de notre AG pour investir l'endroit. L'accompagnement d'état de siège se poursuit à l'extérieur…

Sortir du pourrissement

Une fois les émotions de la journée passées, mes pensées ne peuvent que me ramener vers George Orwell : Ils disent que tous les grévistes sont égaux ! En réalité, ils savent très bien que certains sont plus égaux que d'autres ! La phrase qu'une jeune militante extérieure à l'usine me glisse : *« Mercier s'inscrit jamais pour parler ! »* confirme mes réflexions. Lutte ouvrière manquera pas de dire que cette fille fleur est également extérieure à la classe laborieuse…

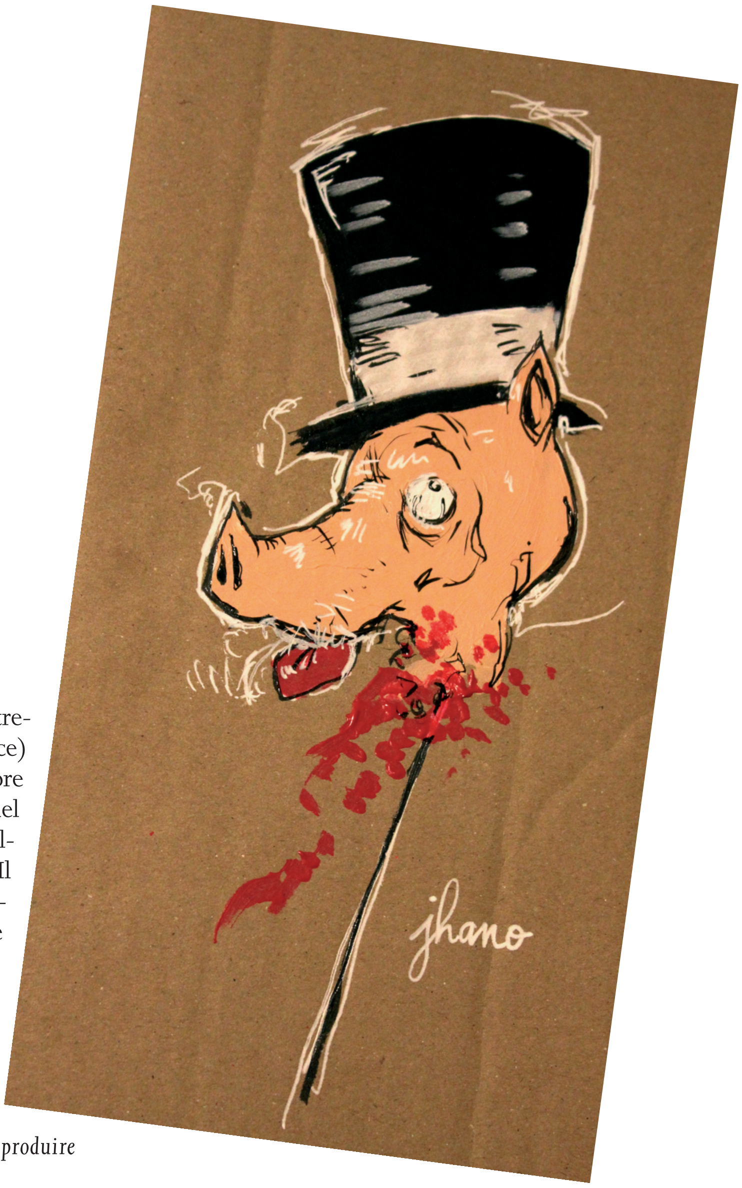
Pour déboucler la boucle, il va nous falloir du chiffre pour nous soutenir. Seule l'aide extérieure ainsi que d'autres boîtes en grève avec nous pourront nous sortir de l'impasse… Les premières réponses ne manqueront pas d'arriver avec le nombre qui viendra pour le rassemblement avenue de la Grande-Armée à Paris prévu pour le lundi 18 mars[2]. Ce-jour là, les syndicats vendus du groupe comptent entériner le PSE. Cette saloperie annoncera ce qui arrivera à d'autres…

S. L.

---

1. Cafuter : Mettre au rebut.
2. Le lecteur comprendra que cet article a été rédigé avant la date du 18 mars (NDLR).

Maurice



Le PDG américain de l'entreprise Titan, Morry (Maurice) Taylor, a montré, par sa célèbre déclaration insultante, à quel point il méprise les travailleurs de Goodyear-Amiens. Il les traite de fainéants et sous-entend que, de ce fait, le coût du travail est très élevé en France. Voilà pourquoi il ne reprendra pas l'entreprise. Mais le marmouset fait encore plus fort quand il prétend être *« celui qui a l'argent et le savoir-faire pour produire les pneus »*.

N'en déplaise à ce butor, je veux ici lui rappeler que, s'il a l'argent, c'est qu'il le vole aux travailleurs. Car ce malotru, par un abus de langage, parle du coût du travail alors que le travail ne coûte rien. C'est la force de travail qui, elle, est une marchandise que le travailleur est contraint de vendre et que le patron ne paie jamais à sa juste valeur. Cet usufruit de la force de travail est le profit que le patron, par le vol, s'approprie.

Quant au savoir-faire, on ne peut pas dire que ce patron mette les mains dans le cambouis, il n'a aucun savoir-faire, son savoir-faire, c'est celui des travailleurs qu'il emploie pour faire tourner son entreprise. Autrement dit, sans les travailleurs qu'il exploite, il serait que dalle, car il n'a rien pour lui, l'argent il le vole aux salariés, le savoir-faire et les compétences, il se les approprie.

Concrètement, seuls les travailleurs sont les créateurs de richesses et ceux que l'on nomme patrons ne sont que des parasites et des écornifleurs qui les sucent jusqu'à la moelle.

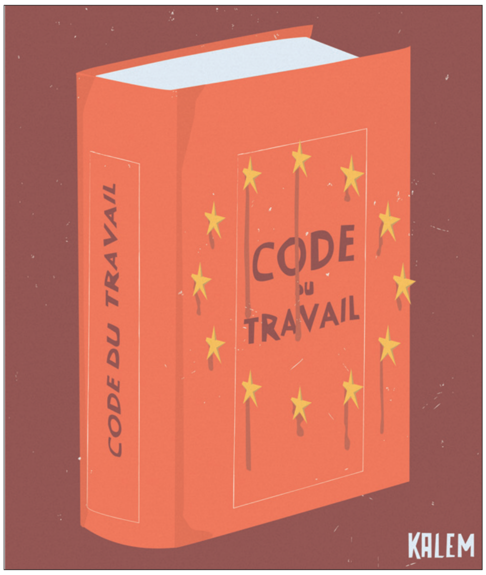
Alors, Maurice et tes amis du patronat ainsi que vos complices les politicards de tous bords, il est grand temps que les travailleurs vous mettent hors d'état de nuire. Seulement, vous êtes tellement pourris que même vos carcasses malaxées pour en faire de la farine animale pour nourrir les poissons, je n'en voudrais pas. Elles sont totalement impropres à la consommation. La seule solution pour que vous cessiez de nuire, c'est que les travailleurs et la population s'approprient leurs outils de travail, gèrent eux-mêmes leur vie, sans cesser un seul instant d'être vigilants car le chiendent ne crève pas facilement.

Justhom

Privatiser l'Europe

On oblige les États à brader le patrimoine des habitants du pays, et les actionnaires des grandes firmes raflent ce patrimoine à moitié prix.

Jérôme Bedeau



L'Union européenne connaît actuellement la plus grande crise économique depuis sa fondation il y a vingt ans. La croissance économique s'effondre : l'économie de la zone euro s'est contractée de 0,6 % au quatrième trimestre 2012 et cette baisse va continuer. La crise de l'euro a été faussement attribuée aux dépenses publiques, et la mise en œuvre de réductions de dépenses et l'accroissement des emprunts ont entraîné une augmentation des dettes nationales et la montée du chômage. Les dettes publiques des pays en crise ont grimpé de façon prévisible : les taux les plus élevés de la dette par rapport au PIB pour le troisième trimestre de 2012 ont été enregistrés en Grèce (153 %), en Italie (127 %), au Portugal (120 %) et en Irlande (117 %).

Les États membres de l'Europe ont réagi en mettant en place des programmes d'austérité sévères, procédant à des coupes drastiques dans les services publics et dans la protection sociale. Ces mesures sont à l'image des politiques d'ajustement structurel si controversées qui ont été imposées aux pays en développement au cours des années 1980 et 1990, politiques qui ont discrédité le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les résultats des mesures mises en place en Europe, comme celles qui ont précédemment été imposées aux pays du « Sud », ont sanctionné durement les plus pauvres, alors que les Européens les plus riches – y compris l'élite bancaire qui a provoqué la crise financière – sont sortis indemnes ou même plus riches qu'avant. Au-delà des effets immoraux et désastreux des coupes inutiles, on constate que la Commission européenne et la Banque centrale (soutenues par le FMI) tentent systématiquement d'accroître la déréglementation de l'économie européenne et de privatiser les biens publics.

Enraciner le mal

L'ironie de l'histoire, c'est que la crise économique, que beaucoup ont désignée comme la « mort du néolibéralisme », a plutôt été utilisée pour enraciner le néolibéralisme. Cela a été particulièrement évident dans les pays en crise de l'Union européenne comme la Grèce et le Portugal, mais c'est vrai de tous les pays de l'UE.

On assiste en ce moment, à travers toute l'Europe, à une véritable liquidation des services publics et du patrimoine commun. Cette liquidation, accompagnée de mesures de dérégulation et d'austérité, est un désastre pour la population.

Ceux qui ont gagné, ce sont les grandes sociétés privées qui se sont approprié à bas prix le patrimoine qui appartenait à tous ; ceux qui ont gagné, ce sont les banques impliquées dans des prêts hasardeux et qui ont été renflouées par l'argent des citoyens… afin de pouvoir continuer à s'approprier le bien commun.

La crise de l'euro a ses racines dans la doctrine économique dite néolibérale, doctrine économique qui a été mise en œuvre et planifiée au cours des trois dernières décennies. Cette doctrine peut se résumer de deux manières : 1. C'est la reprise en main totale de l'économique et de la politique mondiales par les actionnaires des grandes sociétés, qui exigent un taux de rendement invraisemblable à deux chiffres. 2. C'est la tendance à considérer que tout ce qui existe sur la planète doit pouvoir être acheté.

Le néolibéralisme favorise la domination des grandes firmes sur la société à travers la privatisation du secteur public et la déréglementation des marchés financiers. En règle générale, il considère que les droits des travailleurs, les impôts, la protection de l'environnement et la protection sociale sont des obstacles qui interfèrent avec la réalisation de profits à court terme. Les pires chocs économiques provoqués par les forces déréglementées du marché avaient jusqu'alors lieu dans le Sud. Cette situation a changé en 2007-2008 lorsque la crise bancaire américaine a éclaté et s'est ensuite propagée à l'Europe, précipitant la crise de l'euro.

Des « crises » et des banques

La crise financière précédente qui a affecté les États-Unis fut la Grande Dépression, après quoi la loi Glass-Steagall fut adoptée en 1933 pour réglementer les banques et contrôler les capitaux. Cette loi plafonnait le taux de rémunération des dépôts bancaires à terme.

Au cours de l'ère Reagan, toutefois, les marchés financiers furent déréglementés et on assista à une augmentation du nombre de crises graves partout dans le monde. Les États-Unis ont ignoré toutes ces mises en garde et, sous la présidence de Clinton, la loi Glass-Steagall fut abrogée en 1999. Le système financier américain a connu une croissance rapide grâce aux acquisitions de masse et à la fusion des activités de banque de détail et d'investissement.

Les banques sont devenues « trop grandes pour faire faillite », selon la formule consacrée, ce qui leur permit d'effectuer des transactions à haut risque et d'emprunter des montants énormes de capitaux, tout en sachant que le contribuable serait là pour les renflouer si leurs activités provoquaient des turbulences financières. Des produits dérivés de plus en plus complexes et risqués ont été fournis aux citoyens sous la forme de prêts, qui ont connu une flambée des taux d'intérêt. La contagion s'est répandue presque immédiatement des États-Unis vers l'Europe, où les flux de capitaux et les secteurs financiers sont étroitement interconnectés.

Les pertes furent, comme prévu, socialisées et répercutées sur les contribuables, tandis que les banques ont été renflouées. Les niveaux d'endettement en Europe étaient faibles avant que la crise bancaire éclate et, même aujourd'hui, ils restent plus faibles qu'aux États-Unis en pourcentage du PIB.

Les pays périphériques de la zone euro ont perdu leur compétitivité tandis que la crise les frappait, et les emprunts qu'ils ont contractés en conséquence auprès de banques des pays clés ont conduit à un important endettement. Entre octobre 2008 et octobre 2011, la Commission européenne a approuvé 4 500 milliards d'euros de mesures d'aides d'État aux institutions financières, accablant les contribuables par la détérioration des finances publiques.

En Grande-Bretagne, le gouvernement a donné à ses banques 123,9 milliards de livres sous la forme de prêts ou d'achats d'actions en 2010-2011. Le coût total du plan de sauvetage des banques irlandaises a pour l'instant été de plus de 70 milliards d'euros.

Austérité ou réglementation bancaire

La déréglementation a provoqué la crise de l'euro et on pourrait s'attendre, par conséquent, que l'intervention de l'État et la réglementation soient mises en œuvre pour résoudre la crise. Pourtant, malgré les coûts écrasants des plans de sauvetage, aucune réforme bancaire significative n'a été mise sur pied. Certes, quelques mesures mineures ont été mises en place, visant à réduire les pratiques bancaires les plus risquées sur les marchés financiers, mais elles ne sont pas suffisantes pour prévenir une répétition de la crise. Et, au-delà du monde de la banque, il n'y a même pas eu une tentative de faire reculer la déréglementation. En fait, c'est le contraire qui s'est produit.

En juillet 2012, un rapport du FMI met en garde contre les mesures d'austérité qui pourraient être prises au cours d'une récession. Comme le déclarait à la BBC l'une de ses rédactrices, Nicoletta Batini : « *Si vous suivez un régime quand vous êtes malade, il est fort probable que vous serez encore plus malade, alors ce n'est pas une bonne idée* [1]. »

En réalité, devant le micro de la BBC, Nicoletta Batini a quelque peu atténué sa véritable opinion parce que l'article qu'elle écrivit dans une publication du FMI développait en fait l'idée que des mesures d'austérité graduelles devaient être préférées à des mesures brutales [2].

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a décrit les plans d'austérité actuels comme un piège qui place les pays dans un « *cercle vicieux de réduction des dépenses et d'effondrement de la croissance* ».

Le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies confirma, déclarant qu'« *il y a un accord général dans le monde entier sur le fait que l'austérité budgétaire menée par de nombreux gouvernements a été la principale cause de la récession économique prolongée* ».

Cinq pays sont apparus comme l'épicentre de la crise de l'euro : l'Irlande, l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Ces pays en crise ont été tenus de signer des accords avec la Commission européenne. Cependant, tous les États européens membres de l'Union ont été touchés par les mesures d'austérité. Même les gouvernements en dehors de la zone euro, comme la Grande-Bretagne, ont profité de la crise pour plaider en faveur de mesures similaires de compression et de déréglementation.

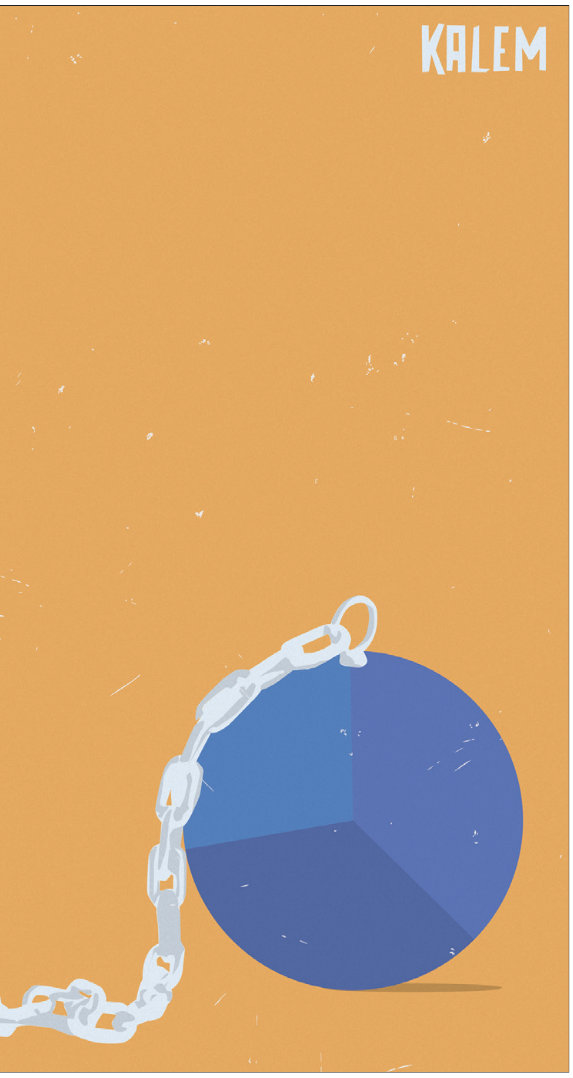
Pourquoi ce choix de l'UE ?

Dire que c'est « le néolibéralisme » qui est la cause de la « crise » est faux, et s'interroger sur les raisons pour lesquelles les décideurs ne prennent pas de mesures pour la résorber est très naïf. Paul Krugman, un autre lauréat du prix Nobel d'économie, écrivit dans le *New York Times* « *qu'il n'a jamais été question de rétablir l'économie. La pression en faveur de l'austérité, c'était pour utiliser la crise. Pas la surmonter* ». Il écrit encore dans le même article : « *La pression en faveur de l'austérité en Grande-Bretagne n'est pas une question de dette et de déficits du tout ; il s'agit d'utiliser la panique à propos de l'austérité comme excuse pour démanteler les programmes sociaux. Et, naturellement, c'est exactement la même chose qui est arrivée aux États-Unis* » (Paul Krugman, « The Austerity Agenda », *The New York Times*, 31 mai 2012).

Les élites des grandes firmes et de la politique, plutôt que de tirer les enseignements de la crise, l'utilisent comme prétexte pour renforcer les mesures néolibérales et éliminer tout ce qui fait obstacle à leur domination, à commencer par les droits des travailleurs et les acquis sociaux.

Lors de la rencontre des États européens du 14 au 14 mars 2013 à Bruxelles, Corporate Europe Observatory [3] a dévoilé la manière avec laquelle BusinessEurope, l'un des lobbies d'affaires les plus puissants en Europe, travaille la main dans la main avec la Commission européenne pour imposer des réformes néolibérales. Les lobbies patronaux ont des exigences en particulier concernant la « flexibilité de l'emploi », de manière à garder les coûts du travail le plus bas possible afin d'accroître les profits [4].

La Commission européenne donne la priorité à des politiques qui profitent surtout



aux sociétés transnationales au lieu de soutenir les petites entreprises, les droits des travailleurs et le maintien de services publics essentiels.

La gouvernance économique néolibérale a déjà été inscrite dans le traité de Lisbonne, présenté pour ratification en 2005, et la crise de l'euro a été utilisée comme un prétexte pour introduire de nouveaux éléments dans la législation, comme le prétendu « Six-pack » [5], le semestre européen et le « Fiscal Compact » ou contrat fiscal [6].

Prêts en échange de privatisations

La « troïka », composée de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI), a accordé des prêts pour sauver les économies de certains pays. Toutefois, ces prêts sont le prétexte pour dicter quelles politiques économiques ces pays en crise doivent adopter : la Commission européenne a dicté des mesures d'austérité aux pays en crise en échange de prêts par l'intermédiaire d'accords qui exigent des réformes structurelles incluant des coupes dans les services sociaux et une amélioration de la *« compétitivité »*, des baisses de salaires et la remise en cause des droits des travailleurs. Ainsi, le commissaire européen José Manuel Barroso a été très explicite sur le fait que les décisions prises à Bruxelles par des bureaucrates non élus prennent le pas sur la souveraineté nationale.

La chancelière allemande, Angela Merkel, a demandé aux pays de la zone euro d'abandonner à Bruxelles leur souveraineté nationale concernant certaines politiques économiques et budgétaires, y compris sur le marché du travail et la politique fiscale.

L'une des choses essentielles que la « troïka » exige des pays en crise est la privatisation des services publics comme garantie pour les prêts accordés. Ces garanties que les États doivent fournir sous forme de privatisations concernent la distribution de l'eau, les bâtiments publics, les banques nationales, l'énergie, l'infrastructure des transports, les services de santé, les services postaux. On peut toujours se dire que la légalité même de ces privatisations forcées est contestable : l'article 345 des traités de l'Union européenne requiert que la Commission soit neutre sur la question de la propriété privée ou publique des sociétés : *« Les traités ne remettront en aucun cas en cause les règles des États membres concernant le système de propriété. »*

La vente des biens publics est un leurre

On justifie les privatisations, en tant qu'éléments des programmes d'austérité, par l'affirmation qu'elles vont créer des revenus pour rembourser la dette. En Grèce, l'État le plus endetté de l'Europe des 27, les revenus issus des privatisations ont été plus bas que prévu : la Commission s'attend à ne recevoir que 25,6 milliards d'euros en recettes cumulées de la privatisation jusqu'en 2020 au lieu des 50 milliards prévus d'ici à 2015. En somme, on oblige les États à brader le patrimoine des habitants du pays, et les actionnaires des grandes firmes raflent ce patrimoine à moitié prix. C'est vraiment à se demander si cette « crise » n'est pas précisément organisée dans ce but.

Cependant, l'environnement politique instable, les résultats économiques décevants et l'opposition du public et des syndicats ont conduit dans certains cas à la non-application de ventes de biens publics. Ce fut le cas de la ligne aérienne portugaise TAP, du système de distribution d'eau Canal de Isabel II à Madrid. Même si cette dernière vente a été poursuivie, le bilan de la privatisation de l'eau montre que cette politique ne conduit pas aux économies de coûts auxquelles on s'attendait…

La vente de biens publics est un leurre. Il faut non pas les « renationaliser » mais se les réapproprier en les socialisant. Les actionnaires et les dirigeants des grandes firmes transnationales doivent rendre ce qu'ils nous ont volé. Les responsables politiques qui se sont faits les complices de ces vols, qui les ont même encouragés, doivent rendre des comptes devant la justice. **J. B.**

Dire que c'est « le néolibéralisme » qui est la cause de la « crise » est faux, et s'interroger sur les raisons pour lesquelles les décideurs ne prennent pas de mesures pour la résorber est très naïf.

---

1. BBC Radio 4, Today, Interview with Nicoletta Batini on the main findings of the paper, 24 August 2012, cité par Joseph Zacune, « Using the Crisis to entrench Neoliberalism ».

2. Nicoletta Batini, Giovanni Callegari and Giovanni Melina, « Successful Austerity in the United States, Europe and Japan », *IMF Working Paper*, July 2012 www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12190.pdf

3. Corporate Europe Observatory est un groupe de travail et d'action qui travaille à exposer et à contester l'accès privilégié et l'influence dont bénéficient les grandes firmes et leurs lobbies dans les décisions concernant la politique européenne.

4. Voir « Corporate Europe Observatory, BusinessEurope and the European Commission : in league against labor rights ? », 11 March 2013 http://corporateeurope. org/publications/businesseurope-and-european-commission-league-against-labor-rights

5. Il s'agit de cinq régulations et d'une directive entrées en vigueur le 13 décembre 2011 et chargées de la surveillance fiscale et macroéconomique.

6. Le « Fiscal Compact », ou « contrat fiscal », est la partie fiscale du Traité de stabilité, de coordination et de gouvernance. C'est un accord intergouvernemental, pas une loi européenne, signé par 25 membres de l'UE (pas la Grande-Bretagne, ni la République tchèque).

Communiqué de la Fédération anarchiste ibérique

Assez de tromperies et de vols

ASSEZ DE TROMPERIES ET DE VOLS ! Lorsque s'est achevée la dictature assassine et liberticide du général Franco (appuyée, bien sûr, par tous les pouvoirs oligarchiques de l'État espagnol), les secteurs qui avaient porté et soutenu au pouvoir ce personnage, comptant sur l'alliance de la gauche institutionnelle, menèrent le pays vers un régime de monarchie parlementaire, supposé être comparable au régime qu'avaient les pays du dénommé « monde occidental » : nous allions vivre dans un pays heureux avec des droits et des libertés.

Cependant, la dure réalité s'est imposée. Et nous avons constaté que tout cela n'était qu'un enfumage. Tout était recouvert d'un vernis de supposée liberté de parler et de voter et ce avec absolument tous les gouvernements qui se sont succédé depuis (UCD, PSOE, et PP) ; le peuple qui habite ce que l'on nomme Espagne n'a fait que perdre les droits, le pouvoir d'achat et la dignité conquis au cours de plus de cent cinquante ans de luttes qui ont coûté sueur, malheurs, prison, exil, torture et mort. Les gouvernements de ce régime réussirent en grande partie à annihiler la capacité de riposte combative des classes populaires, en imposant des lois restrictives qui légalisaient l'oppression et l'exploitation.

Tout n'a été qu'une tromperie : en réalité le seul « droit » qu'ils octroyèrent fut celui de voter dans des élections qui ne servent à rien et qui supposent un autre mensonge sur lequel les secteurs puissants de cet État appuient leur domination.

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui nous nous retrouvons avec un régime en décomposition et embourbé. Son degré de putréfaction a atteint le point d'exaspération : absolument toutes les institutions sur lesquelles repose ce système sont corrompues. Le vol, légal ou illégal, est permanent de la part de ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique. Les puissants ne s'inquiètent plus car ils savent tous qu'il ne va rien leur arriver, que la prison c'est pour les pauvres, et qu'en dernier recours leurs situations sont défendues par la police et l'armée. Les aristocrates, les banquiers et les chefs d'entreprises volent, c'est leur fonction, et la caste politique, avilie, les imite du mieux qu'elle peut, les aidant à spolier (nous ne citerons que quelques exemples, les affaires Urdangarín-Famille royale, Bankia-Rato, Díaz Ferrán, Arturo Fernández, Gürtel-Bárcenas, les centaines de milliards d'euros donnés par l'État à la banque, l'immense corruption politico patronale, etc.). Et, pendant ce temps-là, nous supportons leurs réformes du travail et leurs privatisations qui les enrichissent encore plus, les fastes et les gaspillages de leurs fêtes et de leurs ripailles, leurs mesures anti-ouvrières qu'ils justifient en disant qu'il n'y a pas d'argent dans le pays : une insulte supplémentaire…

L'outrage fait au peuple travailleur est immense et atteint des niveaux insupportables pour des dizaines de millions de personnes. Ils nous ont transformés en robots qu'il faut pressurer pour que eux puissent conserver leurs luxes et leurs vices… Et nous sommes beaucoup à nous demander : que pouvons nous faire ?

En nous référant à l'anarchisme social et organisé, nous proposons quelques idées :

– pas un vote pour les politiques et leurs homologues ;

– retirer notre argent de leurs banques ;

– organiser des collectifs autogérés de producteurs et consommateurs ;

– participer aux mobilisations qui défendent la vérité et nos droits basées sur l'égalité, la liberté et la solidarité entières ;

– insoumission et désobéissance à toutes les lois et décrets injustes ;

– ne pas accepter ni un licenciement ni une expulsion de plus ;

– opposition frontale au dépouillement organisé et à la dégradation de nos conditions de vie et de travail ;

– utiliser la grève et le boycott comme outils de défense et d'attaque ;

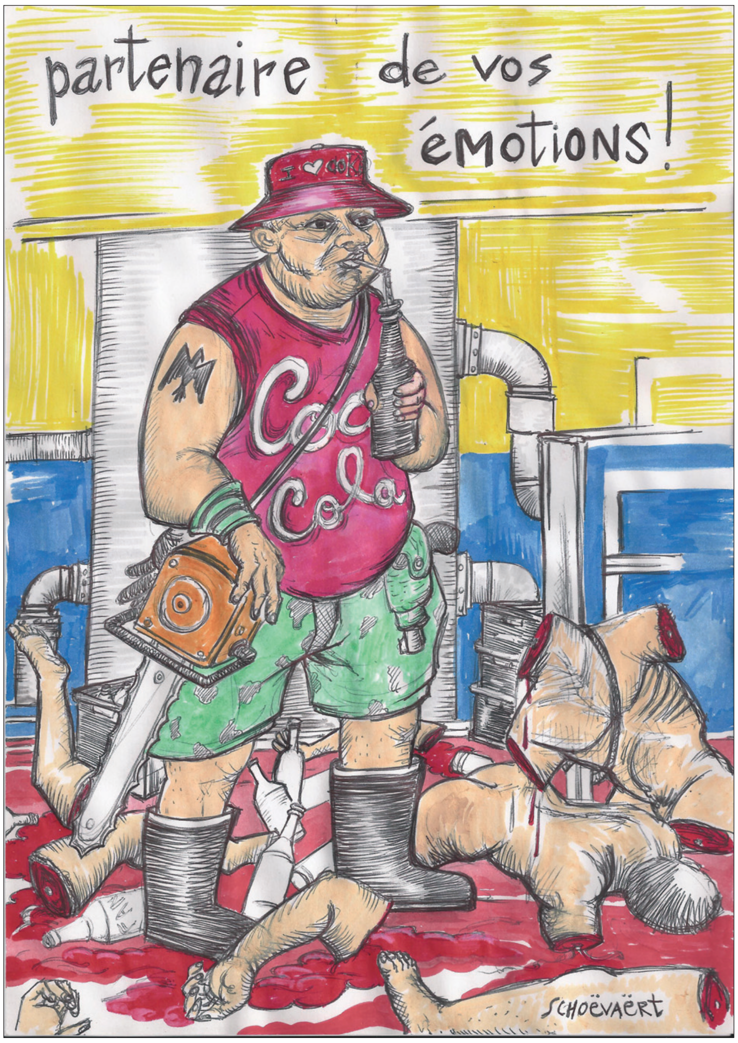
– prendre ce qui est à nous, c'est-à-dire : tout ;

– nous réunir au sein de groupes et organisations horizontales, sans hiérarchie, où le pouvoir des uns sur les autres n'existe pas, et qui ne sont dépendants financièrement ni de l'État ni des capitalistes.

À partir de là, nous pourrons récupérer notre dignité en tant que peuple, et avancer vers une révolution sociale intégrale qui transformera cette société corrompue en une société d'êtres libres et égaux.

Groupe Tierra
de la Fédération anarchiste ibérique

Du Coca-Cola comme carburant des tronçonneuses



«COCA-COLA, PARTENAIRE DE VOS ÉMOTIONS.» Rarement slogan publicitaire aura été plus vrai. Des centaines, peut-être des milliers de syndicalistes et de paysans colombiens peuvent en jurer. Ou plutôt pouvaient en jurer, car les émotions qu'ils ressentirent grâce à Coca-Cola, leur partenaire, furent les dernières. Coca-Cola, partenaire d'émotions mortelles? On sait que la dissolution d'une dent humaine en une nuit dans un verre de Coca-Cola est une légende urbaine; alors quoi d'autre? L'huile de benjoin ou l'huile de néroli (cela fait longtemps que la recette de Coca-Cola n'est plus secrète)[1] se seraient-elles avérées plus toxiques que du venin de mamba? Non. Dans les années 1990 et 2000, les travailleurs des usines d'embouteillage de Coca-Cola en Colombie eurent l'étrange idée, le blâmable caprice, de se syndiquer. De même les livreurs et les chauffeurs de camions du savoureux rafraîchissement. Coca-Cola est une entreprise magnanime. Elle eut donc la bonté de prévenir ces syndiqués qu'elle considérait leur action d'un mauvais œil, et que, pour leur santé future, il vaudrait mieux abandonner toute idée de syndicat, de revendication et autres utopies dangereuses. Certainement poussés par les vipères du communisme international, les syndicalistes, les livreurs, les syndiqués persistèrent. Mal leur en prit. Les Aigles noirs (*las Aguilas Nergas*), leur firent bientôt comprendre que, toujours, le péché reçoit son châtiment. Les lectrices et lecteurs du *Monde libertaire*, au fait du peu de popularité des syndicats auprès des gangs paramilitaires sud-américains, ne seront pas surpris d'apprendre que syndiqués et syndicalistes moururent promptement d'un empoisonnement foudroyant au plomb. Un des rares syndicalistes survivants a déclaré qu'*«être syndicaliste en Colombie, c'est marcher avec sa pierre tombale sur le dos»*. Cette histoire prouve bien la magnanimité de Coca-Cola. Car les Aigles noirs se contentèrent d'abattre syndiqués et syndicalistes: une mort rapide, presque sans douleur. D'ordinaire, les Aigles noirs infligent des morts moins pétillantes. L'un de leurs blasons représente en effet deux tronçonneuses croisées. Les Aigles aiment, par goût de l'effet théâtral, débarquer dans un village, tronçonneuses au bras. Si le village ne leur a rien fait, et ne doit être massacré que par pure nécessité politique, pour envoyer un signal fort, on ne découpe les corps des victimes à la tronçonneuse qu'après leur mort. Si le village, ou un seul villageois, a manifesté quelque impertinence, les Aigles noirs jugent divertissant de découper les paysans vivants.

On a reproché à Coca-Cola ce style un peu cavalier de gestion des ressources humaines. Mais, outre que Coca-Cola a eu beau jeu de répondre que, chez eux au moins, on ne taillait pas à la hache dans le personnel, la compagnie a surtout affirmé que cela ne la concernait pas. En effet, Coca-Cola a été l'une des toutes premières entreprises à profiter des charmes de l'*«outsourcing»*: la sous-traitance, vraie ou fausse, en français. Coca-Cola ne fournit que le sirop. La boisson complète, sirop, plus eau, plus bulles, plus sept morceaux de sucre par cannette, est fabriquée par des embouteilleurs, officiellement indépendants. Donc, ce n'est pas la faute de Coca-Cola! Cette défense pleine de fraîcheur a été utilisée contre bien d'autres accusations. Par exemple, plusieurs usines d'embouteillage de Coca-Cola en Inde ont choisi, histoire de primes et d'exemptions d'impôts, de s'installer dans des zones arides. Oui, arides, sans beaucoup d'eau. Pour obtenir leur eau, ces usines modernes ont creusé des puits modernes (très profonds, pompes colossales), dans les nappes aquifères de ces régions. Les petits paysans des alentours, pour avoir de l'eau (s'ils le peuvent!) se voient contraints de creuser des puits, profonds non de deux mètres, mais de trente. Chose à la portée, nul n'en doute, des crève-la-faim du Bihar. Quant aux petits paysans dont les nappes aquifères ont été complètement asséchées par Coca-Cola, que boivent-ils? Vous avez deviné, ils boivent du *partenaire d'émotions*.

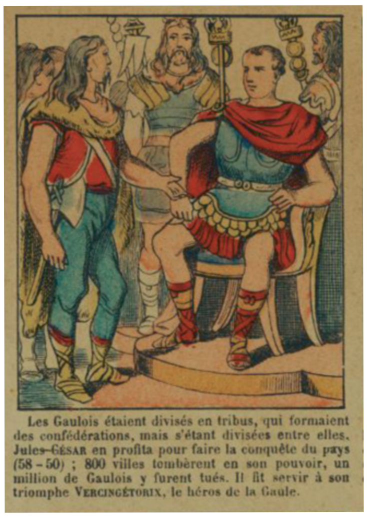
Nestor Potkine
qui a pompé sans la moindre gêne
Belching Out the Devil,
Global Adventures with Coca-Cola
de Mark Thomas

---

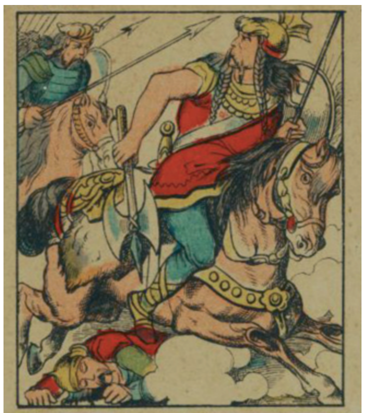
[1] thisamericanlife.org/radio-archives/episode/427/original-recipe/recipe

Drôle d'Histoire

Catherine Dufour, plutôt connue pour ses ouvrages de « punk-science-fiction », nous livre *L'Histoire de France pour ceux qui n'aiment pas ça*[1]. C'est un livre qui fleure bon le printemps revenu après un long hiver. Une bouffée d'air pur à la saison du renouveau. Pourquoi ? Avant tout, parce que Catherine refuse de traiter l'histoire à la manière d'un pensum. Plus circonspecte et plus ludique, sa démarche consiste à nous embarquer à ses côtés sur un trois-mâts « *fin comme un oiseau* », à nous munir d'une paire de jumelles et à accompagner sa « *descente du fleuve du temps* » pour faire escale le long des côtes françaises lorsqu'il n'y a pas trop de brouillard et qu'il se passe quelque chose de marquant. Pour ce qui concerne la Gaule, au premier arrêt, on aperçoit Clovis et sa descendance mérovingienne, « *de grosses brutes* », selon Catherine. Assassinant en chaîne pour se maintenir au pouvoir, ils n'hésitent pas à étrangler ceux qui les dérangent, parents, cousins, etc. Petit exemple au passage : Brunehaut et Frédégonde, toutes deux épouses de rois mérovingiens, ennemies jurées et qui n'auront de cesse de s'entre-déchirer et d'assassiner à tour de bras. Jusqu'à ce que le fils de Frédégonde se débarrasse de Brunehaut, devenue une vieille dame, l'accusant d'une dizaine d'assassinats et l'exécutant sauvagement en l'attachant par les pieds à la queue d'un cheval. Ambiance… Certaines de ces anecdotes au sujet des deux femmes sont extraites d'une chronique nommée *Liber Historiae Francorum*, considérée par un historien patenté comme un tissu d'âneries « *un peu aviné* » et rédigée un siècle après la mort de Brunehaut et Frédégonde…

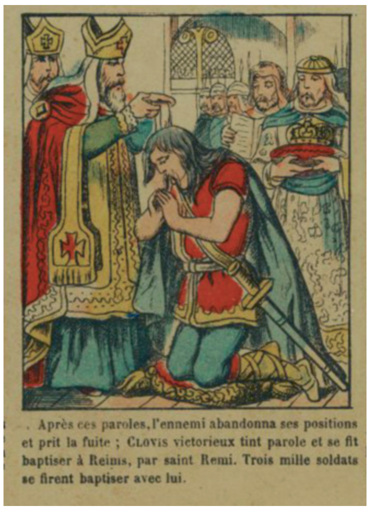


Les Gaulois étaient divisés en tribus, qui formaient des confédérations, mais s'étant divisées entre elles. Jules-César en profita pour faire la conquête du pays (58 - 50) ; 800 villes tombèrent en son pouvoir, un million de Gaulois y furent tués. Il fit servir à son triomphe Vercingétorix, le héros de la Gaule.



Clodion prit Tournai et Cambrai ; il y tua tous les Romains, et arriva près de la Somme à Hesdin. Les Francs croyant les Romains éloignés, célèbraient le mariage d'un de leurs chefs, quand tout-à-coup ils furent assaillis et vaincus malgré leur courage.

Et Catherine de se demander fort à propos : « *En histoire, que croire ?* » Elle décide que, plutôt que croire en tout et son contraire, « *elle finit par se méfier de tout* ». Et de poursuivre, pour le plus grand plaisir de nos oreilles (ou plutôt de nos yeux) : « *L'histoire est écrite par les vainqueurs, puis réécrite de siècle en siècle, au gré des besoins de la propagande. Non seulement les sources manquent mais, en plus, les sources mentent. Les rares chroniques mérovingiennes sont rédigées par des clercs qui ont reçu des ordres. Et ces ordres sont très éloignés de la recherche de la vérité historique.* » Les chroniques ont longtemps fondé l'histoire officielle, mais aujourd'hui, les historiens leur préfèrent les quelques rares traces difficiles à trouver. Et Catherine de constater, au passage, que ces anecdotes ne concernent que les puissants, mais que l'histoire de 99 % de la population, la vraie vie de nos ancêtres, paysans, artistes, commerçants, voyageurs, etc., est perdue à jamais. Les mouvements populaires matés dans le sang sont effacés des mémoires. Parfois, on trouve au bas d'une lettre un témoignage comme quoi les soldats du roi ont mis « *un petit enfant à la broche* » pour terroriser les paysans révoltés. Le témoin ajoute qu'il s'agit là d'un « *bel exemple* », c'est tout. Sans commentaire ! Nous poursuivons donc avec Catherine le courant des siècles au gré des seules sources rescapées de l'oubli. On découvre au passage que le roi Dagobert n'a jamais mis sa culotte à l'envers, mais que la chanson, elle, a été composée plus de mille ans après sa mort et n'a donc rien à voir avec le personnage. On apprend aussi que les rois mérovingiens appelés fainéants (qui signifie « sans pouvoir » et non pas « feignants »…) sont nommés ainsi parce qu'ils « *ne donnent plus rien de bon* ». Mais l'idée de fainéantise qui restera collée à leur peau pourrait tout à fait, selon Catherine, être le fait d'une propagande lancée par Charlemagne qui finira par leur voler la couronne. D'ailleurs, Charlemagne n'a jamais inventé l'école puisque celle-ci existait déjà bien avant lui. En revanche, « *on dit moins bien qu'il savait à peine écrire* ». Plus loin, nous débarquons sur les rives du Haut Moyen Âge, où les serfs survivent dans l'ombre, meurent jeunes de maladies incurables, où, dans ce siècle de la « pensée magique », on soigne les gueux en les vidant de leur sang, une « *époque opaque* » où l'on a si peu la notion du temps, comme toujours en cas de survie. Les croisades arrivent avec toujours à la plume les mêmes clercs chroniqueurs et les mêmes sources partisanes, quand elles ne sont pas arbitraires.



. Après ces paroles, l'ennemi abandonna ses positions et prit la fuite ; Clovis victorieux tint parole et se fit baptiser à Reims, par saint Remi. Trois mille soldats se firent baptiser avec lui.

Catherine, au passage, s'étonne, rétablit des vérités, en tout cas pose les bonnes questions et ainsi c'est un plaisir de poursuivre le voyage en empruntant les écluses de la Renaissance pour accoster au final sur les écueils de la Révolution, un vrai beau voyage… À lire absolument.

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

---

1. Catherine Dufour, *L'Histoire de France pour ceux qui n'aiment pas ça*, éditions Mille & Une Nuits, 9,50 euros, disponible à la Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le deuil impossible

Le Repenti met en scène le sentiment d’une grande partie de la population algérienne pour qui les motivations d’un conflit horriblement meurtrier restent largement incompréhensibles. Et comment faire son deuil sans recours à l’explication ?

Mato Topé

LA LOI DITE DE « CONCORDE CIVILE » a été initiée par Abdelaziz Bouteflika après son élection et votée à une large majorité le 8 juillet 1999 par des parlementaires qui n’ont pas l’habitude, en Algérie, de faire montre de beaucoup d’autonomie… Elle a été ensuite plébiscitée – 90 % des votants – par un référendum le 16 septembre de la même année par des Algériens qui voulaient mettre un terme à la décennie noire, dix ans de guerre civile qui ont fait des dizaines de milliers de victimes.

Plébiscite certes, car quel citoyen pourrait voter contre la paix et la concorde civile ! Cette loi a été complétée ou parachevée par un nouveau référendum sur « *la Charte pour la paix et la réconciliation nationale* » en 2005 qui prévoyait le pardon pour tous ceux qui déposaient les armes dans la mesure où ils n’avaient commis ni crimes de sang, ni viols, ni attentats à l’explosif dans des lieux publics.

Après la décennie noire

Les effets ont été immédiats : plusieurs centaines d’islamistes ont été libérés, des milliers d’autres ont quitté les maquis et tous ont regagné villes et villages. Au préalable, ces repentis devaient passer devant des comités de probation afin de vérifier qu’ils remplissaient les conditions prévues par la loi. Dans la hâte de mettre un terme au conflit (et surtout, pour le pouvoir, d’engranger les bénéfices politiques), tous les islamistes ont été blanchis à tel point que les Algériens, avec leur humour noir habituel, en concluent que personne n’a tué, violé ou commis d’attentat et que la décennie noire devait être un mirage. Sans travail effectif permettant de faire sourdre la vérité sur la période, les parents des victimes sont dans l’incapacité d’effectuer leur deuil. Mais, de plus, la concorde civile n’a pas mis fin à la violence. Il n’y a pas une semaine en Algérie où un accrochage entre forces de l’ordre et islamistes, un enlèvement, un attentat ne fassent la une des journaux. Avec son arrogance habituelle, le gouvernement n’admet que l’existence d’un terrorisme résiduel.

L’impossible retour au village

Le nouveau film de Merzak Allouache, *El Tayeb* (*Le Repenti*), revient sur cette difficile période en l’incarnant, en lui donnant chair à travers le récit de Rachid, un jeune qui quitte le maquis. Le film s’ouvre sur un homme qui court dans un paysage désertique – les hauts plateaux – où va se dérouler le récit ; il court : fuit-il ses compagnons d’armes ? Le spectateur n’en saura rien et il ignorera tout de son passé de combattant. Il ne saura même pas si Rachid se repentit et de quoi. À aucun moment du film, Rachid ne cherchera à s’expliquer ou à se justifier. Le ton général est donné d’emblée. Merzak Allouache pose des questions et renvoie les spectateurs à leur propre conscience pour formuler les réponses.

Dans son village, l’hostilité est trop grande. Des parents de victimes du terrorisme veulent lui faire la peau car, toujours présente, la haine menace de dégénérer en violence. Cette hostilité est renforcée par son mutisme. Pour véritablement être un repenti, encore faut-il exprimer un regret sincère de ses actes. Rachid comme les autres « repentis » se tait et blesse par son silence les victimes et leurs proches qui attendent une parole claire. Il est vrai aussi que ces victimes ne lui laissent guère de temps pour s’exprimer…

Mais en Algérie (ou ailleurs, sous d’autres latitudes), le processus de retour à la paix est contrarié par des combattants barricadés dans leurs certitudes et nullement repentis qui continuent de revendiquer la légitimité de leurs actes tout en les déréalisant par l’usage systématique des euphémismes de la communication politique : ainsi, ils ne parleront pas d’attentat mais d’action, d’assassinat mais d’opération, de victimes mais de dommages latéraux, etc. Enfin « repenti » appartient au vocabulaire religieux et implique la reconnaissance d’avoir commis un péché, et donc d’avoir offensé Dieu. Or, précisément, ces fous de Dieu ont égorgé, violé, assassiné en son nom et ont été bénis par leurs imams. Comment se sentiraient-ils coupables si ce n’est d’avoir échoué ?

La fuite en ville

Rachid part donc dans la ville la plus proche où il va tenter de reprendre une vie normale. Mais est-ce simplement possible ? Le commissaire lui trouve, certes, un emploi dans un bar où le patron ne porte pas pourtant les islamistes repentis ou pas dans son cœur et ne manque pas de lui faire sentir : ce sont les personnages du récit qui le jugent et non Allouache. Après tout, ces jeunes embrigadés peuvent être aussi considérés comme des victimes : la question mérite d’être posée. Rasé, Rachid (Nabil Asli) retrouve la belle gueule qu’il avait dans *Harragas*, autre matérialisation du désespoir de la jeunesse. Pour autant, il ne peut regarder les jeunes filles que de loin et surtout pas les toucher… En quelques plans furtifs, Merzak Allouache dit la détresse affective de ces jeunes et Rachid devient le petit frère perdu d’*Omar Gatlato* (son premier film en 1976).

En retour, le commissaire passe un marché avec Rachid car tout se monnaye et parce qu’il le tient. « *Ta vie est entre mes mains* », ne manque-t-il pas de lui rappeler. Ce marché est conclu au téléphone mais en quels termes, le spectateur ignorera tout de son contenu concret. Tout le film va fonctionner sur ce mode : distance du réalisateur et absence de réponse par une utilisation systématique des ellipses qui évitent d’expliciter les situations.

Cette distance ne signifie pas pour autant que le réalisateur se place dans une position de juge suprême : toute sa filmographie témoigne de son engagement et de son courage politique. Mais, malgré les hiatus, le spectateur va devoir reconstituer peu à peu les pièces du puzzle. Rachid possède quelque chose à « vendre » au pharmacien de la ville qu'il entend monnayer. Car il a un besoin pressant d'argent pour quitter l'Algérie où il n'a plus sa place.

Un dénouement esquissé

Il faudra attendre cependant la dernière partie du film et l'arrivée de Djamila, la femme du pharmacien qui l'a quitté pour aller vivre à Alger, pour que le spectateur dispose de tous les éléments.

La fin du film s'inscrit dans la même veine : ouverte et posant plus de questions que n'offrant de réponses. Elle est tournée en plan très large et resitue l'action dans la campagne algérienne (contradiction insupportable entre nature paisible et horreur humaine ?) mais son éloignement ne permet pas de distinguer les protagonistes dont on sait qu'ils vivent une situation terrible à cause de la bande-son : coups de feu nourris. Cette fin en un plan ne coûte presque rien donc et permet de boucler le modeste budget d'Allouache qui ne bénéficie d'aucun soutien.

Incertitudes

Le spectateur devra faire appel, une dernière fois, à son imagination pour reconstituer la tragédie sans être assuré d'être dans le vrai. De ce fait, il pourra sortir de la salle avec le sentiment légitime d'être frustré par un réalisateur qui ne lui offre aucune certitude. Par ce choix exigeant de mise en scène, Merzak Allouache se refuse à toute manipulation et laisse aux spectateurs leur liberté et leur libre arbitre : *Le Repenti*, ou la parfaite antithèse d'*Argo*. En contrepartie, on peut être assuré que Merzak Allouache n'obtiendra pas d'oscar, ce dont il doit se contrefoutre, mais, malheureusement, également, que les spectateurs ne se rendront pas en foule pour voir ce beau film intelligent et rigoureux. Et c'est bien dommage car, grâce à sa mise en scène humaniste, *Le Repenti* parvient à faire ressentir, avec justesse et finesse, le sentiment d'une grande partie de la population algérienne pour qui les motivations et les raisons profondes de ce conflit horriblement meurtrier restent largement incompréhensibles. Et comment faire son deuil sans recours à l'explication ?

M. T.

Le Repenti, film dramatique franco-algérien de Merzak Allouache, sorti en avril 2012.

Récupérations poitevines

Michel Foucault et Jean-Paul Sartre manifestent devant l'entrée des usines Renault pour protester contre l'assassinat de Pierre Overney, militant maoïste tué par un agent de sécurité de Renault (28/02/1972 – Crédits : Lorenzo, Josée / INA)

La Semaine Foucault à Poitiers s'est achevée le 28 mars. Elle s'est affichée odieusement sur les « sucettes » publicitaires et le « mobilier urbain » du propagandiste Decaux. Michel Foucault, natif de Poitiers, toujours boycotté de son vivant par les bureaucrates locaux, doit se retourner dans sa tombe de Vandeuvre-du-Poitou !

Et pour cause : cet universitaire, certes non anarchiste mais communiste, analyste radical de l'autorité, n'a cessé de produire une critique sans concession des méthodes castratrices et disciplinaires des pouvoirs patriarcal, capitaliste et étatiste.

Sa critique a dénoncé, avec une pertinence redoutable, les dispositifs autoritaires au sein de cette société panoptique, dont il a souligné la similarité : la caserne, l'école autoritaire, le marché culturel et artistique, l'enfermement psychiatrique et médical, la prison – il a d'ailleurs fondé le GIP (Groupe d'information sur les prisons).

L'auteur de *Surveiller et punir* a disséqué sans concession l'histoire de la diffusion d'un pouvoir biopolitique qui atomise les individus, plongeant son contrôle inquisitorial jusque dans leurs actes les plus quotidiens.

S'il est réjouissant de voir que les universitaires à l'initiative du projet considèrent que la pensée de Foucault mérite plus que jamais d'être connue, il est dans le même temps tout à fait insupportable d'assister à la muséification de fait de cet auteur, qui prônait une pensée vivante, une pensée de combat.

D'autant plus quand cette muséification est promue par des autorités locales, les mêmes qui mettent en œuvre à Poitiers toujours plus de gentrification, d'aliénation pseudo-culturelle, de surveillance, de stigmatisation des « marginaux », de quadrillage des territoires à coups de cœur d'agglo et de grands chantiers inutiles, de répression par la police… et par la taule : le dispositif carcéral de la nouvelle prison de Vivonne résumant parfaitement tout ce que Foucault abhorrait.

Pour notre part, nous ne sommes pas allés aux « événements » Foucault. Les conférences proposées n'étaient sans doute pas dénuées d'intérêt, mais la meilleure façon, selon nous, de rendre hommage aux idées de ce philosophe, ne consistait pas à lui tisser des lauriers dans le cadre d'un folklore vedettarial, vingt ans après sa mort, en vue de neutraliser le potentiel subversif de sa pensée, mais plutôt à traduire et à développer en actes, dans nos alternatives de vie et de luttes, la critique radicale commune d'une société autoritaire invivable.

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

De la diversité des inégalités

Salutaire avertissement pour ceux qui, encore et toujours abreuvés d'une même ethnographie de conte de fées, rêvent d'un Éden terrestre qui n'a jamais existé.

QUAND ON A POUR PROJET d'en finir avec les sociétés de classes et l'État, il est nécessaire de s'interroger sur l'idée que les classes auraient ou n'auraient pas toujours existé, sur les raisons de la pérennité des inégalités de classes. Le livre de Christophe Darmangeat, *Conversation sur la naissance des inégalités*, offre au lecteur de nombreuses pistes pour tenter de répondre à ces questions si vastes et essentielles : « *Je me propose ainsi de te montrer que les inégalités de fortune n'ont pas existé de tout temps, mais aussi de t'expliquer quand, pourquoi, et sous quelles formes elles sont apparues, puis se sont creusées jusqu'à scinder la société en classes antagonistes.* » Ce livre possède des avantages notables pour le lecteur : il condense de manière très abordable une imposante littérature préhistorienne, archéologique, ethnologique, etc., tout en respectant la subtilité du débat ; et de nombreux exemples rendent la lecture fluide et évocatrice. Par ailleurs, sa forme présente un agrément principal qu'il faut souligner : l'auteur a choisi de dialoguer avec un interlocuteur, et c'est donc en assistant à cette conversation rondement menée que le lecteur est invité à se saisir de ces réflexions et de ces faits.

Outre le panorama des idées et des faits utiles pour pénétrer l'anthropologie de la naissance des inégalités, les typologies des sociétés et leurs conceptions des rapports entre leurs membres, on trouve de bien intéressantes remarques sur le vocabulaire de l'ethnologie et de l'archéologie ; sur les préventions idéologiques qui pèsent sur tout discours se donnant pour objet de rendre compte des différences entre les peuples et les normes sociales régissant l'organisation des sociétés ; sur les méthodes qui permettent la comparaison des sociétés à travers les âges et l'espace – quelque différentes et différenciées qu'elles puissent être. L'auteur apporte ainsi au lecteur des éléments de ce qu'on appelle l'épistémologie, c'est-à-dire l'étude des moyens scientifiques d'accès à la connaissance, et ce d'une manière particulièrement claire. Il en est ainsi des idées sur l'évolution des sociétés et de la connaissance sinon des détails mais certainement des relations causales principales entre un état donné d'un groupe humain, son environnement, ses moyens de subsistance d'une part, et sa structuration hiérarchique, ses capacités d'exploiter autrui, d'autre part. Savoir tout cela, l'établir, le corroborer ne relève pas d'intuitions plus ou moins spécieuses, mais de méthodes que les sciences humaines ici mobilisées ont développées avec une efficacité qu'il importe de rappeler. Cette attention à la rigueur des accès à une connaissance fiable de ces phénomènes difficiles à cerner et à étudier est une préoccupation constante de Christophe Darmangeat. Dans le même ordre d'idée – faire attention aux mots que l'on emploie pour décrire les phénomènes sociaux, généralement multiples et aux contours souvent imprécis –, il revient sur le terme « égalitaire » et avertit qu'il faut veiller à parler d'égalité économique pour les sociétés préhistoriques ou exotiques ainsi qualifiées ; ce qui signifie qu'on peut rencontrer une égalité économique et une inégalité portant sur d'autres rapports sociaux, en concluant que l'égalité économique n'est pas nécessairement corrélée aux autres formes d'égalité. Précision importante pour se débarrasser des usages propagandistes, si je puis dire, que certains courants de pensée « libertoïdes » ont pu faire de ce qu'on appellera la tentation du paradis perdu. Il indique que, si chez ces chasseurs-cueilleurs des temps premiers, les principaux dommages des sociétés inégalitaires sont absents, la vie y est fortement contrainte par les conditions matérielles, les hiérarchies entre les hommes et les femmes sont pesantes, voire violentes (rapt de femmes ou asservissement sexuel), etc., sans parler du diktat des pratiques religieuses et rituelles – c'est-à-dire la soumission à une autorité suprême ! La leçon essentielle ici est que l'on ne connaît aucune société ancienne qui aurait rassemblé tous les attributs d'une société pleinement égalitaire telle qu'on peut la fantasmer en songeant à ce que l'on nomme communément les paradis perdus. Je recommande notamment ce sous-chapitre, salutaire avertissement pour ceux qui, encore et toujours abreuvés d'une même ethnographie de conte de fées, rêvent d'un Éden terrestre qui n'a jamais existé que dans les imaginations les plus crédules. Rêve qu'à bon droit on peut qualifier de pensée réactionnaire, pas de droite, certes, mais réactionnaire quand même… Souscrivant la propre conclusion de l'auteur (« […] *Aujourd'hui les capacités de production accumulées par l'humanité, ses connaissances scientifiques et techniques, ont créé les conditions pour qu'existent de tout autres rapports sociaux que ceux qui règnent aujourd'hui. L'égalité économique entre les êtres humains est à nouveau devenue possible… mais une égalité édifiée cette fois sur des bases matérielles et culturelles infiniment supérieures à celles des sociétés sans stockage. L'égalité du futur sera aussi éloignée de celle des sociétés préhistoriques que la navette spatiale peut l'être du propulseur de sagaies* »), je tire cette courte réflexion personnelle : il n'existe pas un état natif du monde auquel se référer de manière acritique pour construire le monde que nous voulons, libéré et anarchiste. Notre monde sera celui que nous bâtirons, à partir des fondations d'un monde que nous voulons révoquer et non pas en lorgnant un passé qui n'existe plus puisqu'il n'exista jamais…

Un livre donc amplement recommandable pour savoir, comprendre et, finalement, lutter.

Marc Silberstein
Groupe libertaire Louise-Michel

Christophe Darmangeat sera l'invité de Pas de Quartiers, l'émission du groupe Louise-Michel, mardi 16 avril à 18 heures, sur Radio libertaire 89,4 FM, pour parler de son livre *Conversation sur la naissance des inégalités*.

Conversation sur la naissance des inégalités, Christophe Darmangeat, Agone, 2013, 200 pages, 12 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris XI^{e}.

Comme une barbarie

Avec la prostitution, la liberté n'existe nulle part et jamais.

Si les anarchistes s'intéressent à la question du pouvoir et à celle de la domination des individus entre eux, alors ils sont forcément concernés par le problème de la prostitution et il nous faut remercier Hélène Hernandez et Élisabeth Claude pour leur travail dans la brochure *Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*.

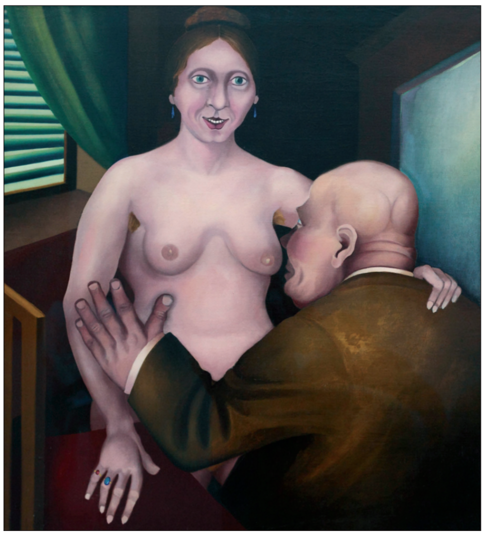
Dans le débat, qui, éventuellement, s'instaure, d'aucuns avanceront peut-être que l'aliénation inhérente au système prostitutionnel est comparable à celle du monde du travail. C'est un raccourci que dément la réalité. En effet, certaines situations douloureuses et aliénantes n'engagent directement que le corps ; c'est le cas de l'ouvrier travaillant à la chaîne ou dans les mines d'or d'Amérique latine ou de cet autre, sans-papiers et sans droits. C'est le cas du prisonnier, politique ou pas, de la victime hurlant sous la torture. Même si chacune de ces situations a forcément des répercussions mentales, nous savons aussi que certains ont réussi à les dépasser justement par la force des valeurs auxquelles ils ou elles croyaient : en pensant aux copains et copines qu'ils ne fallait pas trahir, en se récitant des poèmes, en pensant à une toile de Mirò, etc. Ces exemples attestent d'un contrôle possible par l'être humain de son ressenti : émotion, douleur, plaisir. Il me semble que, sans ce contrôle, il n'y a pas de liberté possible.

C'est également vrai pour les addictions qui sont la représentation de l'échec de ce contrôle : tabac, alcool, jeu, herbe, cocaïne, etc.

Or, avec la prostitution, la liberté n'existe nulle part et jamais, car l'acte sexuel, même consciemment commercialisé, engage l'intégralité de la personne humaine. La sexualité, quelle que soit la forme qu'elle prend, engage chacun et chacune dans son intimité profonde, physique et psychique puisque le premier organe sexuel c'est précisément le cerveau avec sa charge mentale et fantasmatique.

Alors, la prostitution dite « libre » équivaudrait-elle à une décérébralisation ?

Par ailleurs, le système prostitutionnel rabaisse le plaisir sexuel à un produit de consommation banal du système capitaliste marchand mondialisé. Si vous acceptez – même librement – d'acheter ou de vendre votre plaisir, c'est-à-dire votre sexualité, pourquoi ne pas accepter tout aussi « librement » d'acheter ou de vendre vos idées ? Si oui, cela veut dire que, pour une somme qui vous paraît acceptable, vous êtes prête à vous renier vous-même puisque votre cerveau commande entre autres vos idées et vos hormones mâles ou femelles ! Cela signifie alors que vous n'existez plus en tant qu'individu et c'est exactement ce qui arrive à la personne prostituée, comme en témoigne la brochure.



Heinrich Davringhausen, *Dirne,* 1921

C'est pourquoi la prostitution constitue une aliénation suprême, totale et absolue, neurones, fantasmes, bouche, verge, clitoris, vagin, anus compris, le tout en un, en une passe combien ?

Et même si certains prétendent avoir choisi, cela n'y change rien : choisir de s'enfermer ne supprime pas l'enfermement.

La personne prostituée vend du plaisir, pas de l'amour, comme elle vendrait une tablette de chocolat ou un film porno, mais pourtant, ce faisant, elle ne vend pas que cela : elle se vend elle-même, et s'aliène beaucoup plus intégralement que l'ouvrier qui vend sa force de travail et sa compétence et qui a obtenu le droit de grève. Où et quand les personnes prostituées peuvent-elles dire non ? Sous les coups ? Sous le canon d'un revolver ? Après une injection d'héroïne administrée de force ? Au nom de quoi les anarchistes que nous sommes pourraient-ils ignorer ou cautionner cela ? Au nom de quelle liberté ? Celle de la jouissance ? Mais est-ce que la jouissance est une liberté ?

Tout d'abord, s'il y a jouissance, dans le système prostitutionnel, elle est à sens unique car ce qui est à l'ordre du jour, c'est le plaisir du payeur, pas celui du ou de la payée.

Ensuite, malgré l'agréable souvenir du mot d'ordre de mai 1968, « *Jouissez sans entrave* », rappelons-nous quand même la topique freudienne qui définit la jouissance comme le simple assouvissement d'une pulsion libidinale archaïque, à laquelle sont d'ailleurs soumis aussi les animaux, et cet assouvissement, même si c'est un besoin fondamental, n'a jamais été et ne sera jamais l'expression d'une quelconque liberté.

La jouissance ne se socialise que si elle est partagée avec celui ou celle dont elle est l'objet. C'est une condition impérative. Freud a par ailleurs démontré que, sans l'élaboration d'un surmoi, qui prend en compte l'existence de l'autre dans sa globalité, et socialise les pulsions émergeant de l'inconscient, la satisfaction immédiate de ces pulsions peut conduire tout droit à la barbarie.

Cette barbarie est à l'œuvre à la guerre, à Guantanamo, dans les commissariats, dans toutes les chambres de torture du monde et dans nombre de faits divers : on peut jouir en cognant, en tuant, en torturant, en violant.

Les adeptes de l'ordre moral et des religions de toutes obédiences sont bizarrement plus prompts à condamner l'avortement ou les contraceptions que le système prostitutionnel qui bâtit son emprise sur le sexe, la violence et l'argent. La prostitution constitue pourtant une autre barbarie, basée sur le monnayage de l'assouvissement d'une pulsion, au cours duquel personne prostituée et personne cliente ne sont que des produits marchands. Elle s'épanouit en même temps que la misère économique et affective, elle perdure dans l'idée mythique d'un choix qui n'en est pas un, elle s'éternise avec la complicité de l'État dans l'indifférence générale. Nous, anarchistes, féministes, nous combattrons le système prostitutionnel.

Yolaine Guignat
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Jeudi 11 avril à Limoges

Le système prostitutionnel, facette complexe du patriarcat.

Rencontre-débat avec Élisabeth Claude et Hélène Hernandez, auteures d'*Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*. À 20 h 30, salle Blanqui 3 (derrière la mairie), entrée libre.

Le système prostitutionnel

Un choix, la prostitution ? Un choix, rester à la maison pour faire le ménage, la cuisine ? Est-ce vraiment de liberté qu'il s'agit, et non pas plutôt d'aliénation, de violence contrainte ?

Prostituée avec son amant. Œuvre romaine (1er siecle après J.-C.) faisant partie de la décoration d'un bordel.

VOICI UNE AIDE BIENVENUE À LA RÉFLEXION sur la « liberté », argument souvent invoqué : je suis libre de me prostituer, je suis libre de porter le voile, etc. Un choix, la prostitution ? Un choix, rester à la maison pour faire le ménage, la cuisine ? S'occuper des enfants, c'est noble, non ? Est-ce vraiment de liberté qu'il s'agit, et non pas plutôt d'aliénation, de violence contrainte ? N'oublions jamais que le « choix » de se prostituer ne concerne qu'une toute petite frange des personnes prostituées.

Il ne s'agit pas de stigmatiser les personnes prostituées, mais au contraire d'être solidaires de leurs luttes, ce qui n'est pas en contradiction avec le refus de la prostitution, qui est un système aux enjeux économiques énormes. C'est un débouché pour le système capitaliste mafieux, qui rapporte des sommes considérables, avec beaucoup moins de risques que la drogue par exemple.

Le patriarcat

Quelles que soient les contrées, la femme n'est jamais l'égal de l'homme. Une valeur différente est attribuée à chacun des deux sexes. La femme a souvent servi de monnaie d'échange.

« *Le patriarcat régit notre sexualité avec l'exploitation marchande du sexe et du corps dans un continuum de violences sociales pour le maintenir. Tout est imbriqué : viol, harcèlement sexuel, mariage, objectification dans la pornographie, usage rémunéré du corps, esclavage sexuel, prostitution, inégalité économique…* »

Qui se prostitue ? La majeure partie des personnes prostituées y sont contraintes : nécessité économique ou violences physiques. À noter que, dans 50 à 80 % des cas, elles ont subi des violences sexuelles dans leur enfance. Et que les proxénètes, organisés en réseau en général, en sont les plus grands bénéficiaires.

Des camps de dressage existent qui mettent au pas les récalcitrantes (j'emploie le féminin, car les femmes sont en première ligne). L'Asie, l'Afrique, l'Europe de l'Est sont aujourd'hui les grandes pourvoyeuses des réseaux : on ne peut donc ignorer le lien direct entre pauvreté et prostitution.

« *Le développement industriel du commerce du sexe a débuté il y a quarante ans dans les pays du Sud-Est asiatique, avec la guerre du Vietnam, pour l'armée américaine. Il a atteint, depuis une dizaine d'années, les pays de l'Est avec la guerre en Bosnie-Herzégovine, pour l'armée de l'Otan. Les infrastructures prostitutionnelles ont servi ensuite pour le tourisme sexuel encouragé par le Pentagone qui a alloué des fonds, le FMI et la Banque mondiale favorisant ces industries de "divertissement". Et, en 1990, on considérait que 33 millions de personnes (enfants et adultes) étaient prostituées en Asie du Sud-Est.* »

La prostitution venant d'Afrique est assez différente, plutôt familiale qu'en réseaux mafieux, « *sans culpabilité ni remords, pour le bien des enfants* » : ce qui donne à réfléchir sur l'état actuel de la misère africaine.

Nous voulons être libres, mais de quoi ?

Les arguments défendant le système prostitutionnel sont repris par des femmes (et des hommes) : libre choix, travail comme un autre, etc. Cette fiction conforte les profiteurs du système.

« *Se prostituer est-il un travail comme les autres ? Le client est-il un amant comme les autres ? La relation sexuelle peut-elle vraiment être comparée à une transaction commerciale comme une autre ? Peut-on imaginer faire une formation, obtenir un diplôme Bac + 2 dans la prostitution ? […] Pensons-nous proposer ce choix professionnel à nos enfants ?* »

Séduction, pornographie, prostitution : triangle d'enfer de la libération des femmes !

Les auteurs passent en revue différentes politiques législatives européennes. Au final, on voit clairement que la reconnaissance de la prostitution entraîne son accroissement ; à l'inverse, son interdiction (avec une longue politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et une répression des clients considérés comme des délinquants passibles de peine de prison) amène une très forte diminution des prostitueurs (-80 %) et des prostituées (-50 %).

Le commerce d'êtres humains n'est pas un échange marchand comme un autre ; il banalise l'idée du corps féminin à disposition des désirs masculins et entraîne un niveau de violence élevé pour les personnes prostituées, mais pas seulement : ce sont toutes les femmes qui, au final, sont concernées.

Écoutons Geneviève Fraisse : « *Je refuse le débat qui occupe certaines féministes de savoir si c'est un bon ou un mauvais consentement de se prostituer, de porter le foulard, etc. Mais le consentement est-il un argument politique ? Est-ce que je peux faire le monde de demain avec l'argument du consentement individuel ? En ce sens, je pose la question du politique, et pas seulement celle de l'addition des libres choix. […] Le consentement des dominés est-il un argument politique ?* »

Les auteurs le confirment : « *Loin de nous l'idée de ne pas "disposer librement de notre corps", mais la vraie liberté ne peut se vivre que dans l'égalité, et la vraie égalité, c'est la gratuité ! […] Le système prostitutionnel est fondé sur des principes d'inégalités sociales et de domination patriarcale. Il trouve ses racines dans une inégalité à plusieurs facettes, notamment celle de classe, mais aussi celle liée aux origines et celle de sexe.* »

Solange

Sources : Commission femmes de la Fédération anarchiste, *Anarchisme, féminisme, contre le système prostitutionnel*, 2009, 132 pages. Et, aussi, *Réfractions*, n° 24, mai 2010.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 4 avril

15 h 00 > 16 h 30. Bibliomanie. Hommage à Jean-Jacques Rousseau.

18 h 00 > 19 h 30. Si vis pacem. Soldats sans papiers à expulser de la République du Mali.

19 h 30 > 20 h 30. Cosmos. Entretien avec la maison d'édition Vide Cocagne pour leur BD *Désobéisseurs,* entretiens avec des agents du service public.

20 h 30 > 22 h 30. Entre chiens et loups. Jazzlib', l'émission sera consacrée au trombone.

Lundi 8 avril

11 h 00 > 13 h 00. Lundi matin. Infos et revue de presse.

16 h 00 > 18 h 00. Trous Noirs. Luttes sociales Yannis Youlountas évoque les alternatives multiples qui se développent en Grèce, notamment dans le quartier anarchiste Exarchia.

Mardi 9 avril

18 h 00 > 19 h 30. Idéaux et débats. Nous recevrons, en direct Guy Arcizet pour *Poétique et ascèse* (HD éditions).

19 h 30 > 20 h 30. Parole d'associations. Court-circuit à Saint-Denis, l'association dionysienne pour le maintien d'une agriculture paysanne.

Mercredi 10 avril

10 h 30 > 12 h 00. Blues en liberté. Folk blues festivals des années soixante-dix (1re partie).

18 h 30 > 20 h 30. Femmes libres. Marguerite Abouet, scénariste ivoirienne, auteure de la BD *Aya de Yopougon* présentera la sélection *Paroles de femmes* au Festival international de Très courts (courts métrages de 3 minutes maxi) du 26 avril au 5 mai. www.trescourt.com

20 h 30 > 22 h 30. Ras les murs. Actualité des luttes des prisonniers.

vingtième THEATRE
7 RUE DES PLATRIERES 75020 PARIS. TEL : 01 43 66 01 13. METRO MENILMONTANT
serge UTGÉ-ROYO
L'ESPOIR TÊTU...
LES 8 ET 9 AVRIL 2013
L'ESPOIR TÊTU...
CD 18 chansons

89.4 MHZ en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Les Éditions de l'Escargot sont nées

« Lentement, mais j'avance. » C'est ce que dit un escargot peint sur un bâtiment du caracol d'Oventic, dans l'État du Chiapas, au Mexique. L'escargot – *caracol* en espagnol – est un des symboles du mouvement zapatiste, qui a baptisé de ce nom les structures qui, depuis 2003, assurent la coordination des communes rebelles et portent le développement de l'autonomie indienne à une échelle régionale. L'expérience avance lentement, donc, mais elle avance, et ce malgré les agressions et les harcèlements constants des autorités, qui s'entêtent à mettre un terme à ce mouvement qui a le courage et l'audace de remettre radicalement en cause les fondements de nos sociétés contemporaines, capitalistes et étatistes.

Si les Éditions de l'Escargot se sont, elles aussi, approprié ce petit animal, c'est qu'elles s'inscrivent à leur tour dans une démarche et un combat politiques pour la construction d'une société radicalement différente, fondée sur le respect et la garantie de l'autonomie collective et individuelle dans le cadre d'une gestion sociale. En ce sens, les Éditions de l'Escargot éditent et publient des livres de sensibilité anarchiste assumée, des livres pensés comme de petits outils – parmi beaucoup d'autres – pour l'élaboration d'un projet de société porteur de valeurs et de pratiques émancipatrices.

Le premier ouvrage est désormais sorti de l'imprimerie et bientôt en librairie. Il s'agit d'un recueil de lettres du sous-commandant insurgé Marcos portant sur les liens entre éthique et politique.

Les Éditions de l'Escargot
www.editionsescargot.fr

Du 5 au 20 avril

Albert Camus en Gironde

À l'occasion de la sortie du film *Le premier homme* de Gianni Amelio sur Albert Camus. L'association des cinémas de proximité de Gironde (ACPG) organisent des projections débats autour du thème « Albert Camus et les libertaires ».

Débats avec Wally Rosell dans :

Bazas, Le Vog, vendredi 5 avril à 21 heures ; Sainte-Foy-la-Grande, La Brèche, samedi 6 avril à 15 heures ; Canéjan, Centre culturel Simone-Signoret, samedi 6 avril à 20 h 30 ; Cestas : Le Rex, dimanche 7 avril à 15 heures ; Salles, Le 7e art, dimanche 7 avril à 18 heures.

Débats avec Lou Marin :

Blanque fort, Les colonnes, vendredi 12 avril à 18 heures ; Gujan-Mestras, Gérard-Philipe ; vendredi 12 avril à 21 heures, ; Créon, Max Linder, samedi 13 avril à 18 heures ; Cadillac, Le Lux, samedi 13 avril à 21 heures ; Monségur, Eden, dimanche 14 avril à 15 heures ; Langon, Le Rio, dimanche 14 avril à 17 h 30.

Du 11 mars au 8 avril

Paris XIe

Expo photo *Roms, nous parlons d'hommes* (photographies de Laurent Conduché). La vente de ces photos se fera exclusivement au profit de la caisse de soutien à Publico, librairie de la Fédération anarchiste. Au 145, rue Amelot. M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

30 avril et 1er mai

Paris XVIIe

Le Premier mai, jour Ferré sous le parrainage de Maria Cristina Diaz-Ferré et l'aide fraternelle de Radio libertaire et de la Fédération anarchiste. À l'Européen, 3, rue Biot. Tarifs pour un soir : 22 euros (tarif plein), 17 euros (groupes de 10 et +, seniors de 65 et +), 12 euros (chômeurs, étudiants, carte de Radio libertaire), 2 euros (RSA). Tarifs pour les deux soirs : 38 euros (au lieu de 44), 30 euros (au lieu de 34), 20 euros (au lieu de 24), 4 euros.

Lundi 8 et mardi 9 avril

Paris XXe

20 heures. Serge Utgé-Royo chante *L'Espoir têtu*. En première partie : Laurent Berger. 7, rue des Plâtrières. Pour réserver : 01 43 52 20 40. Tarifs : 11 euros pour la carte de Radio libertaire, sinon 16 ou 21 euros.

Du 7 au 21 avril

Saint-Pierre-d'Oléron (17)

Tous les jours, exposition *Espagne 36, les affiches des combattants de la liberté*. Affiches, cartes postales, timbres édités par les organisations antifranquistes de juillet 1936 à février 1939. Tous les soirs à 20 h 30, projection de *Land and Freedom* de Ken Loach. Cinéma l'Eldorado, 5, rue de la République. Le mardi 9 avril, en soirée, visite guidée de l'expo.

Jeudi 4 avril

Merlieux (02)

18 h 30. Rencontre débat avec Thierry Secretan pour son livre *Le Temps de nous aimer, 1914-1918* (La Martinière). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Du 5 au 7 avril

Saint-Jean-du-Gard (30)

Festival de films documentaires. Salle Stevenson. Entrée à prix libre.

Vendredi 5 avril

Toulouse (31)

18 heures. Vernissage de l'exposition de Jhano, dessinateur du *Monde libertaire* et soirée de soutien au groupe anarchiste Libertad et au *Monde libertaire*. Au bar Le Communard, 14, place Arnaud-Bernard. Table de presse, punch à prix réduit. Entrée libre.

Paris XIe

19 h 30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire : *Octobre à Paris*, un film de Jacques Panijel (1961, 68mn) Le 5 octobre 1961, le préfet de police de la Seine impose un couvre-feu aux Algériens. En réaction, plusieurs dizaines de milliers de manifestants défilent dans Paris au soir du 17 octobre. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIIIe

19 h 30. Conférence organisée par le groupe Louise-Michel. Comment devient-on militant syndical ? Pourquoi ? Les difficultés, les écueils, les satisfactions aussi. Venez en débattre, avec Henri, Jean-Marc et Michel, des militants d'aujourd'hui, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

Samedi 6 avril

Saint-Gobain (02)

Le groupe Kropotkine organise le 3e festival **Bobines rebelles**. Au soir dans le cadre du partenariat ML/Film nous projèterons *5 caméras brisées* suivie d'un débat. Programme complet sur wwwbobinesrebelles02.org

Marseille (13)

17 heures. *L'Emancipation des travailleurs, une histoire de la Première Internationale*, conférence de Mathieu Léonard. Au Cira, 50, rue Consolat. Entrée libre.

L'Haÿ-les-Roses (94)

15 heures. Contre le publisexisme. Rencontre avec Sophie Pietrucci et Chris Vientiane, du Collectif contre le publisexisme. Précédée d'une séance de théâtre-forum avec Arc-en-Ciel Théâtre, 21, rue Henri-Thirard.

Paris XIe

16 h 30. Rencontre-débat : Les politiques de santé à l'épreuve des inégalités sociales. Présentation par Giordano, infirmier et membre de la Fédération anarchiste italienne. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIIIe

20 heures. Concert Robert Johnson, réalité & mythe, par Hervé Krief, un concert entièrement acoustique construit sur la vie et les chansons de Robert Johnson. Aux Chiffons, 90, rue Marcadet. M° Marcadet ou Jules-Joffrin. Entrée libre.

Dimanche 7 avril

Saint-Gobain (02)

Bobines rebelles, comme samedi 6 avril. Programme complet sur wwwbobinesrebelles02.org

Saint-Denis (93)

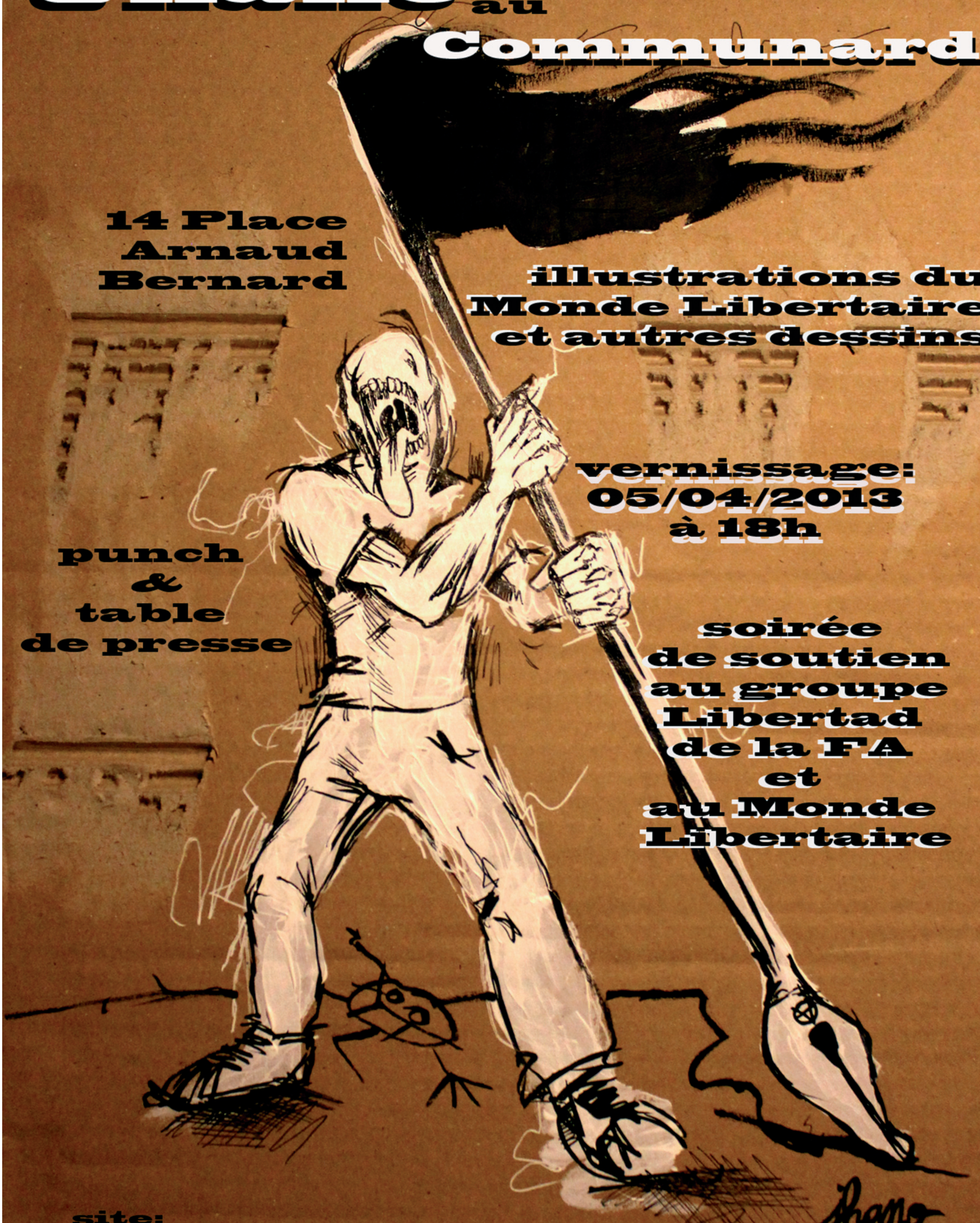
15 heures. Les dimanches de la Dionyversité au musée de Saint-Denis. Un siècle d'affiches politiques illustrées en France, 1889-1989. Conférence de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22bis, rue Gabriel-Péri, M° Porte-de-Paris.

Lundi 8 avril

Paris XIe

20 h 30. *La Grande Lutte des mineurs*, film de Louis Daquin, 1948, 94, rue Jean-Pierre-Timbaud.

Jhano au Communard



14 Place
Arnaud
Bernard

illustrations du
Monde Libertaire
et autres dessins

vernissage:
05/04/2013
à 18h

punch
&
table
de presse

soirée
de soutien
au groupe
Libertad
de la FA
et
au Monde
Libertaire

site:
http://www.fatoulouse.lautre.net

adresse mail :
toulouse@federation-anarchiste.org